correspondance de presse internationale

inprecor



Canicules : la rage et la tristesse. Et l'espoir.

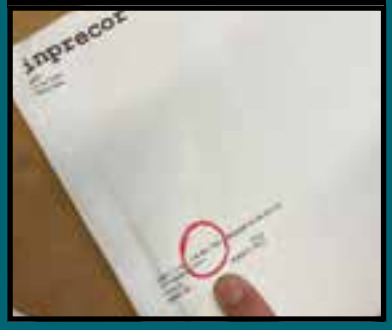
- Camp international de jeunes
- Forum social mondial de Cotonou

inprecor
n° 748
septembre 2026
6,5 € / 8 CHF

inprecor *sur le web :*
https://inprecor.fr

Aux abonné·es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au-dessus de l'adresse. Alors… réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IVe Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.
Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
Tél. : +33 1 48 70 42 25
E-mail : redaction@inprecor.fr
Directeur de publication, gérant : Jan Malewski
Rédacteur en chef : Antoine Larrache
Correction : Isabelle Guichard
CPPAP n° 0926 | 88313
Belgique : agrément n° P928275
ISSN 1 0294-8516
Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France
IMPRIM'VERT

Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

septembre 2026 n° 748

Changement climatique



Christine Poupin et Daniel Tanuro — Canicules : la rage et la tristesse. Et l'espoir, malgré tout **3**
Frank Prouhet — Le réchauffement climatique, première menace pour la santé publique mondiale ! **9**
Gregor Zahn — Entre inondations et sécheresses – pour une transformation écosociale du paysage **15**

Camp international de jeunes 2026

Emil Schneider et Eylem — Hoch die internationale Solidarität ! **19**
Une jeunesse prête à lutter **21**
Janis — Militer en Lettonie **25**

Forum social mondial de Cotonou



Antoine Larrache — La faillite de l'ONGisation **29**
Brahim Ben Taleb — «Il faut que le FSM retrouve sa combativité» **29**
Kouami Norbert Kouto — Le FSM a fait face à une volonté d'empêcher l'expression libre **31**
Jane-Léonie Bellay — Reconstruire un cadre altermondialiste et révolutionnaire **32**
Daouda Kane — C'est par la politique que le monde change **34**

Lecture

Michael Löwy — Tariq Ali, On ne peut pas plaire à tout le monde **36**

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet : la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél : 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Abonnement

(11 numéros par an, dont un double)

Ma formule

Prix coûtant	100 € (1 an) ❑
Formule classique	75 € (1 an) ❑
Moins de 25 ans et chômeurs	45 € (1 an) ❑
	25 € (6 mois) ❑
Structures collectives (comité, organisations, bibliothèques, etc.)	150 € (1 an) ❑
Abonnement de soutien	..... à partir de 100 € (1 an) ❑
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	37 € (6 mois) ❑
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) ❑
Total :	.....

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Mes coordonnées

Nom……Prénom :……
Adresse : ……
Code postal :……Ville :……
Pays : …… Tél. : … … … … … …
E-mail : ……

Formule découverte
(réservé aux nouveaux abonnements)
20 €, pour 3 mois ❑

Anciens numéros

Mon paiement

• **Virements bancaires** à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France.
Compte n°30003 / 02795 / 00020066402 / 86.
IBAN :
FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286
BIC : SOGEFRPP

• **Chèques bancaires** libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

• **Carte bancaire** sur https://la-breche.com/abos-inprecor

Canicules: la rage et la tristesse. Et l'espoir, malgré tout

En moins de deux mois, l'Europe a été frappée par trois canicules exceptionnelles par leur précocité, leur intensité, leur durée et leur extension géographique.

Par Christine Poupin et Daniel Tanuro

Les impacts sanitaires sont nombreux et dramatiques: troubles respiratoires dus notamment à la formation d'ozone (à partir des émissions d'oxydes d'azote des moteurs thermiques – le seuil de dangerosité du taux d'ozone a été dépassé en juin pour 300 des 450 millions d'Européen·nes); accidents cardiovasculaires; maladies infectieuses; insuffisances rénales aiguës; pollution de l'air par les fumées des feux de forêt. Ces conséquences viennent encore aggraver les inégalités sociales liées aux conditions de logement, de transport, de travail et de revenu. Les décès supplémentaires se comptent en milliers. Les régions les plus pauvres, où les possibilités de se protéger de la chaleur et de la pollution sont les plus faibles, connaissent des taux de surmortalité proches de 80 %, similaires à ceux de la période Covid-19.

Les humain·es ne sont pas seuls à souffrir et à mourir

Les animaux d'élevage paient un lourd tribut, en particulier les bovins (physiologiquement inadaptés à de telles températures) et les volailles. On compte des dizaines de milliers de morts dans les «usines à viande» industrielles. Au-delà du choc éthique qu'elle provoque, cette hécatombe s'inscrit dans le cadre plus large des conséquences graves de la canicule sur la production agricole et la souveraineté alimentaire. Avec des conséquences en cascade sur les prix à la consommation (déjà à la hausse du fait de la guerre de Trump et Netanyahou contre l'Iran). Ici aussi, les classes populaires sont les plus durement touchées.

Les impacts sur les milieux naturels terrestres et aquatiques ne sont pas moins dramatiques. Les chaleurs extrêmes, les sécheresses sévères, les incendies tuent en masse oiseaux, insectes, poissons, batraciens, mammifères… Les dégâts sur les écosystèmes terrestres (forêts, bocages et zones humides notamment) sont les plus visibles, mais l'accélération de la transformation des milieux marins est inquiétante également. D'une manière générale, un nouveau coup dur est porté à une biodiversité déjà très fragilisée par l'agrobusiness, la pêche industrielle et l'industrie du tourisme. Par une sorte d'effet boomerang, ces secteurs subissent maintenant un choc en retour qui ne sera pas sans conséquences économiques globales.

Des catastrophes de plus en plus fortes et fréquentes

Ces canicules s'inscrivent dans le contexte de phénomènes météorologiques extrêmes qui se multiplient aux quatre coins de la planète. Pour ne citer que les plus récents: en Inde, le mercure a indiqué 45 °C au mois de mai; en Chine, des typhons particulièrement violents provoquent de graves inondations dans le Guangxi, tandis que la canicule frappe le Xinjiang; la péninsule antarctique, en plein hiver austral, a connu des températures de +5 °C, supérieures de 20 °C aux moyennes saisonnières…

> *«Le réchauffement global est en train, maintenant, de faire basculer la Terre dans une catastrophe irréversible à l'échelle humaine des temps.»*

Les spécialistes sont catégoriques: la plupart de ces événements n'auraient pas pu se produire sans le réchauffement global. On sait que celui-ci est dû principalement à l'accumulation dans l'atmosphère des gigantesques quantités de CO_2 émises en brûlant des combustibles fossiles. Le mécanisme est parfaitement connu: du fait de la concentration croissante en CO_2 et autres gaz à effet de serre, le système Terre connaît un déséquilibre énergétique croissant, qui génère des «ajustements» de plus en plus violents. Or, ce n'est qu'un début. Les océans absorbent la plus grande partie du surplus énergétique (90 %). Le fait qu'ils connaissent en ce moment le premier semestre le plus chaud jamais enregistré annonce des catastrophes futures encore plus violentes. À court terme, les effets seront démultipliés par l'arrivée d'El Niño (phénomène naturel dont l'intensité record n'est probablement pas sans lien avec le réchauffement des masses d'eau océaniques).



Christine Poupin et Daniel Tanuro

Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militant écosocialiste, est membre de la direction de la Gauche anticapitaliste (GA-SAP, section belge de la IVe Internationale). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de *L'impossible capitalisme vert* (La Découverte, Paris 2010) et de *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement* (Textuel, Paris 2020).
Christine Poupin est membre de la direction de la IVe Internationale et porte-parole du NPA-L'Anticapitaliste.
Tou·tes deux sont membres de la commission écologie de la IVe Internationale.

Photos © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas et JMB

Le constat est sans appel: le réchauffement global est en train, maintenant, de faire basculer la Terre dans une catastrophe irréversible à l'échelle humaine des temps. Une catastrophe qui frappe plus particulièrement les pauvres des pays pauvres et les classes populaires des pays dits «riches». C'est le premier message de la canicule.

Les fausses solutions des capitalistes

Cette situation était prévisible, annoncée, notamment par les rapports successifs du GIEC. La réponse aussi est connue: il faut impérativement commencer tout de suite à faire chuter drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, et sortir au plus vite de l'usage des fossiles. Mais après les grandes proclamations de l'accord de Paris en 2015 («maintenir la hausse de température bien au-dessous de 2 °C tout en continuant les efforts pour ne pas dépasser 1,5 °C»), le *business as usual* a continué. Il faut rappeler que l'accord ne mentionnait même pas les combustibles fossiles. Ses promesses de stabilisation du climat étaient basées à 95 % sur des scénarios incluant le déploiement massif de la capture-séquestration du carbone, de la compensation des émissions, de la géo-ingénierie, du «charbon-propre» et du «nucléaire décarboné». Les marchands de fausses solutions technologiques n'avaient qu'une chose en tête: faire croire qu'on pourrait stabiliser le climat autrement qu'en laissant les fossiles dans le sol. On voit le résultat…

Un système énergétique économe, basé à 100 % sur les renouvelables, peut satisfaire les besoins humains réels, démocratiquement et solidairement déterminés, dans le respect des limites écologiques. Mais sa mise en place nécessite de faire décroître la consommation finale d'énergie, en supprimant les productions et les transports inutiles. Or, c'est de cela que le Capital ne veut à aucun prix. La démocratie, la solidarité, la satisfaction des besoins réels et le respect des limites écologiques sont plus incompatibles que jamais avec sa logique marchande de concurrence pour le profit. Productiviste par nature, enraciné historiquement dans les énergies fossiles, le système doit produire toujours plus en investissant dans des machines, et exploiter toujours plus le travail et la Terre afin de combattre le déclin tendanciel du taux de profit. De «transition énergétique», il n'est donc pas question. Plus de trente ans après le Sommet de la Terre (Rio 1992), la part des fossiles dans le mix énergétique global avoisine toujours les 80 %, les émissions annuelles continuent d'augmenter. La logique absurde d'un automate hors de contrôle entraîne l'humanité vers l'abîme.

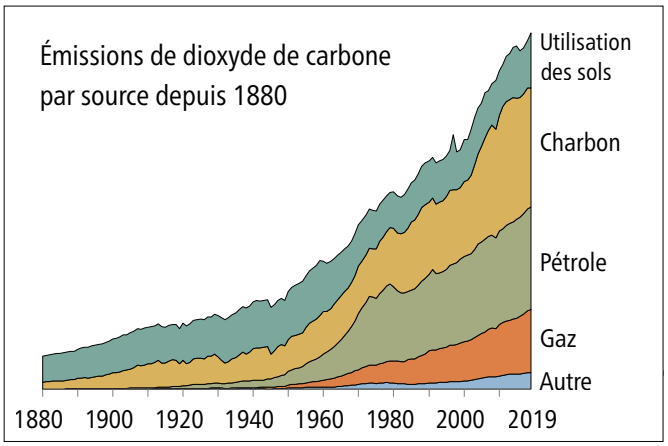
Voilà le deuxième message de la canicule: depuis la révolution industrielle, le Capital est fossile, il le reste et entend continuer à l'être, quel qu'en soit le coût humain et écologique.

> *« Depuis la révolution industrielle, le Capital est fossile, il le reste et entend continuer à l'être, quel qu'en soit le coût humain et écologique. »*

Une fuite en avant destructrice et cynique

Au cours des dernières années, on assiste à un recul généralisé des politiques écologiques en général, climatiques en particulier (*green backlash*). La COP28 (2023) avait adopté du bout des lèvres l'objectif d'une *«transition pour quitter les combustibles fossiles»* (*«transitioning away from fossil fuels»*). Blablabla. Les investissements dans le pétrole, le charbon et le gaz naturel continuent comme si de rien n'était. Les 65 plus grandes banques les ont même accrus en 2024 et 2025.

Le *backlash* est brutal aux États-Unis, bien sûr, et pas seulement depuis Trump 2 – même s'il représente la pointe avancée du négationnisme et de l'obscurantisme le plus crasse. Mais le recul ne se limite pas à ce pays, et il a commencé avant janvier 2025. Dans son rapport de 2022, le Groupe de travail III du GIEC indiquait les réductions d'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz naturel à respecter d'ici 2050 pour avoir une chance sur deux de rester sous 1,5 °C (ou de ne pas trop dépasser ce seuil): respectivement 95 %, 60 % et 45 %, par rapport à 2019. Les représentants des gouvernements ont escamoté ces chiffres-clés du «résumé pour les décideurs» publié en mars 2023. Ils y ont substitué une formule vague, qui met un trait d'égalité entre les technologies de capture-séquestration et les énergies renouvelables. En Russie, Poutine a signé en 2025 un décret prévoyant une augmentation des émissions d'un cinquième jusqu'en 2035. Sans surprise, les monarchies pétrolières investissent à tour de bras.



Le recul n'épargne pas les soi-disant «bons élèves climatiques». La Chine délocalise des productions «sales» vers l'Asie du Sud, brûle du charbon pour compenser les restrictions d'importations de pétrole et de gaz, et modifie son indicateur de décarbonation pour masquer le fait que sa promesse de pic des émissions fin 2025 n'est pas respectée. La Commission européenne, d'accord avec les gouvernements et sous la pression des industriels, détricote les très insuffisantes mesures de régulation des émissions de son propre «plan vert». Interdiction de vendre des véhicules à moteur thermique au-delà de 2035, mesures contre l'importation de GNL en provenance de pays qui ne luttent pas contre les fuites de méthane, fin de la distribution de quotas d'émission gratuits pour les grandes entreprises du système ETS (Marché carbone européen, *Emissions Trading System*), sanctuarisation de l'Arctique: tout passe à la moulinette omnibus de la «simplification». En pleine canicule, la Commission a même décrété que la fabrication de jets d'affaires est une production «durable».

Face à la crise économique, toutes les puissances, grandes ou moyennes, rivalisent pour développer l'IA dont les centres de données représentent de véritables bombes climatiques. Toutes s'activent à



L'incendie de la vallée d'Orroral vu depuis Tuggeranong (Australie) dans la soirée du 28 janvier 2020. © Nick-D / CC BY-SA 4.0.

choyer l'agrobusiness contre l'agriculture paysanne, les communautés rurales, les peuples indigènes et les écosystèmes. Toutes accélèrent aussi la course aux armements. Or, les guerres, dont les énergies fossiles sont un enjeu majeur, ont aussi un impact climatique et écocide lourd. Les émissions cumulées des industries d'armement et du fonctionnement des armées (non soumises à obligations de déclaration !) sont estimées à 5,5 % des émissions mondiales (plus que celles de l'aviation civile et du transport maritime réunies).

Boucs émissaires et fascistes

Comble de l'ignominie : alors que les pays capitalistes développés sont les principaux responsables de la catastrophe ; alors que des centaines de millions d'êtres humains en Asie, en Afrique et en Amérique latine subissent déjà cinquante à cent jours par an de températures mettant en danger leur existence physique, la plupart des gouvernements des puissances grandes ou moyennes rivalisent d'ignobles mesures de traque, de rafle, de criminalisation, d'enfermement et de refoulement des migrant·es. Ni les enfants ni les femmes enceintes ne sont épargné·es.

Désigner ainsi des boucs émissaires a clairement pour but de détourner l'attention de l'échec des politiques climatiques capitalistes : selon le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement), la probabilité de rester sous 1,5 °C de réchauffement au 21e siècle – une obligation légale selon la Cour internationale de justice ! – varie entre 0 % (à politique inchangée) et 21 % (si tous les États concrétisaient les promesses de «zéro net»… qu'ils laissent tomber allègrement). La probabilité de rester sous 2 °C est à peine plus rassurante. Avec la politique actuelle, nous atteindrons les 3 °C au cours de ce siècle.

Ces décisions des gouvernements sont conscientes et informées. Elles ne relèvent pas de la simple irresponsabilité mais de la criminalité climatique (1). Une criminalité de capitalistes-voyous décomplexés, qui se moquent ouvertement des décisions de justice, notamment celles de la CIJ. Une criminalité d'État, de classe, raciste et machiste. Une criminalité de plus en plus encline à s'associer à l'extrême droite (car la leçon de l'Histoire est là : pour le meurtre de masse, rien ne vaut les fascistes). Une criminalité d'un nihilisme absolu, absurde, prête à sacrifier la civilisation humaine et les richesses de la Nature sur l'autel du lucre le plus abject. Les super-riches ignares se prennent pour une espèce supérieure et s'imaginent que, devenus immortels, ils pourront continuer leur œuvre de mort sur la planète Mars. La pègre des bas-fonds se retrouve dans la finance, au plus haut niveau de la société bourgeoise, comme Marx l'avait pressenti.

> *« La droite discréditée s'allie à l'extrême droite pour approfondir les politiques néolibérales destructrices et guerrières. »*

Tel est le troisième message de la canicule : tournant le dos à la démocratie bourgeoise et à ses «valeurs», la droite discréditée s'allie à l'extrême droite pour approfondir les politiques néolibérales destructrices et guerrières, au service de l'hubris des fossiles, de la finance, de l'agrobusiness et du luxe obscène des très riches, sur le dos des classes populaires.

1) Cf. la tribune collective dans *Le Monde* du 6 juillet 2026, «Tant que l'industrie fossile continuera d'ignorer les lois de la physique, les événements climatiques extrêmes gagneront en intensité et en fréquence».

Les scénarios catastrophes sont de plus en plus probables

À moyen et long terme, il n'y aura pas de retour en arrière. Ce qui est perdu est perdu. Les espèces disparues ne réapparaîtront pas. Les glaciers disloqués ne se reconstitueront pas. Les océans ne retrouveront pas leur niveau d'il y a un siècle (l'élévation annuelle du niveau des mers a plus que doublé par rapport à la période 1956-1975 !). L'Holocène, cette époque géologique qui a permis l'éclosion de la civilisation humaine, c'est fini.

Dans quoi sommes-nous en train de nous enfoncer ? Selon une étude récente, le «scénario optimiste» d'un «Anthropocène gérable» – moins de 2 °C de réchauffement d'ici 2100, retour vers 2200 à une température un peu supérieure (1 °C) à celle de l'Holocène – ne tient plus qu'à un fil. En réalité, la politique capitaliste nous engage sur une autre voie – «l'Anthropocène dangereux»: +3 °C vers 2100, +3,5 °C vers 2200. Les catastrophes d'aujourd'hui (à +1,4 °C) montrent que cette dangerosité est à prendre très au sérieux. Mais ce pourrait être pire encore. Il pourrait suffire de quelques surprises (brusque chute de l'absorption de CO_2 par les forêts, par exemple) pour que la planète dérape avant 2100 vers une hausse de température de plus de 4 °C, sans qu'aucune action humaine ne puisse s'y opposer. «Anthropocène ingérable», selon les auteurs.

L'angoisse que les études de ce genre peuvent susciter est compréhensible. Il faut cependant la combattre en soulignant que ces projections sont faites sur la base de scénarios du GIEC qui, tous, intègrent le dogme d'une croissance continue de la consommation d'énergie primaire, de la production matérielle et des transports. En d'autres termes, elles confirment que le sauvetage des conditions d'existence sur la Terre est rigoureusement incompatible avec la poursuite de l'accumulation capitaliste (2). Mais supprimez la contrainte de l'accumulation capitaliste génératrice d'inégalités croissantes; acceptez la perspective d'une économie basée sur la satisfaction des besoins humains réels; acceptez la priorité au «prendre soin» des gens et de la nature; acceptez l'idée de supprimer les productions et les transports inutiles et nuisibles, en garantissant l'emploi et le revenu pour tous et toutes… Dans ce cas, les données changent du tout au tout, il y a de la lumière au bout du tunnel. Il ne suffit certes pas de le dire ! Mais il faut le dire car, en dehors de cette vérité, il n'y a pas d'espoir.

C'est le quatrième message de la canicule : rien ne serait pire que de se résigner. Il est encore temps d'agir. Celui qui lutte peut perdre mais, à chaque étape de la catastrophe, la lutte, la solidarité, l'entraide font la différence.

Adapter ET réduire

Nous prenons acte du fait que la catastrophe est en marche et que la situation a changé, empiré. Il nous faut désormais articuler adaptation et réduction, c'est-à-dire protection immédiate contre les effets délétères du dérèglement climatique et lutte contre les causes, en premier lieu la combustion des énergies fossiles mais aussi la déforestation et l'agroindustrie. Mais les possibilités d'adaptation sont limitées. Pour les massifs coralliens, elles sont en train d'être dépassées. Il n'y a certainement pas d'adaptation possible à +3 °C. La vérité est que, dès maintenant, chaque dixième de degré de réchauffement réduit les possibilités d'adaptation pour la société et pour les écosystèmes.

À l'inverse de «l'adaptation» promue par les capitalistes comme moyen pour éviter la réduction des émissions (en fait, une maladaptation, comme le dit le GIEC), nous voulons imposer les deux, en même temps. Ce qui implique une adaptation publique, démocratique, sociale, féministe, qui anticipe ce qu'on sait avec une quasi-certitude des développements climatiques futurs… Une adaptation conforme aux impératifs de réduction au lieu de fausses solutions individuelles et énergivores. Seule la mobilisation massive et déterminée peut imposer cette double urgence.

Construire un mouvement de masse, internationaliste, pour la justice sociale et climatique

Nous avons besoin d'un mouvement qui soit en prise avec les exigences populaires immédiates de celleux qui subissent de plein fouet les conséquences sociales, humanitaires et sanitaires de la fuite en avant productiviste. Un mouvement qui ne capitule pas face aux criminels climatiques de la finance, de l'énergie ou de l'agroindustrie et exige leur désarmement, comme condition de l'élaboration d'une politique globale en perspective d'une autre société, bonne, vraiment humaine, écosocialiste.

Un mouvement qui permette de mobiliser pour des objectifs concrets et immédiats en ciblant prioritairement les consommations des très riches (jets privés, super-yachts, quotas de voyages aériens…);

> *« On ne reviendra pas au monde d'avant, mais nous avons encore la possibilité de vivre, et de vivre bien en prenant soin de la beauté de la Terre. »*



Les effets sur le maïs de la sécheresse au Texas, le 20 août 2013. © Bob Nichols / USDA.

2) Le scénario dit «optimiste» n'échappe en partie à cette incompatibilité qu'en présupposant le déploiement massif des technologies d'apprentis-sorciers et la capture-séquestration.

en amplifiant et conjuguant les différentes mobilisations contre des projets inutiles et destructeurs (infrastructures routières, méga-équipements commerciaux, de transport, sportifs…); en menant campagne autour de revendications écologiques et sociales comme la gratuité des transports publics, l'agroécologie…

Un mouvement capable aussi, parce qu'il y aura d'autres canicules, de défendre un plan d'urgence, élaboré avec les premier·es concerné·es, pour protéger celleux qui sont frappé·es le plus durement – personnes âgées, enfants, femmes enceintes, malades chroniques. Ce plan d'urgence doit comprendre un programme d'isolation des bâtiments à commencer par les écoles, les hôpitaux, les bâtiments publics, etc.; la végétalisation des agglomérations pour combattre les îlots de chaleur; l'ouverture au public, l'aménagement des horaires de lieux où il est possible de se rafraîchir (bibliothèques, jardins et parcs, piscines); la gratuité et l'adaptation des transports publics afin de réduire le trafic automobile pour faire baisser la pollution atmosphérique aux particules, à l'ozone, aux NOx (3)…

De nouvelles alliances indispensables et possibles

Des mobilisations écosociales existent déjà. Les jeunes, les paysan·nes y sont déjà fortement présent·es. Avec les canicules, les premier·es ont fini l'année scolaire dans des établissements scolaires transformés en bouilloires thermiques et, pire, se disent qu'iels sont «peut-être en train de vivre l'été le plus frais du reste de leur vie». Quant aux agriculteur·ices, iels voient souffrir et disparaître non seulement leur outil de travail, mais leur métier et leur vie.

Les femmes sont majoritaires et souvent à l'initiative de ces mobilisations. Les canicules les placent plus encore en première ligne pour pallier les dégradations des conditions de vie et de santé. En outre, si les vagues de chaleur ne créent pas les violences patriarcales, elles créent les conditions qui favorisent l'aggravation de situations déjà violentes. Selon une étude des Nations unies, avec un réchauffement de 2 °C, 40 millions de femmes et de filles supplémentaires risquent d'être victimes de violences conjugales chaque année d'ici 2090. Pas de féminisme sans lutte pour le climat, pas de lutte pour le climat sans féminisme!

Les conditions à la sortie de l'impasse productiviste

• Abandonner le «technosolutionnisme»;
• Réduire radicalement l'empreinte écologique des riches pour permettre une bonne vie pour tou·tes;
• Mettre fin au libre marché du capital (bourses, banques privées, fonds de pension, marché des crédits carbone…);
• Réguler les marchés de biens et de services;
• Maximiser à tous les échelons de la société les relations directes entre producteur·ices et consommateur·ices;
• Déterminer démocratiquement quels besoins ces valeurs d'usage doivent satisfaire et comment;
• Placer au centre de cette délibération démocratique la prise en charge des humains et des écosystèmes, le respect attentif du vivant et des limites écologiques;
• Supprimer les productions et les transports inutiles, refonder toute l'activité productive, sa circulation et sa consommation.

(Manifeste écosocialiste de la Quatrième Internationale)

Les vagues de chaleur à répétition créent les conditions de nouvelles convergences

Par le passé, le mouvement climat a eu du mal à se lier réellement avec le mouvement ouvrier

Aujourd'hui, la question du travail – de ses conditions et de la santé au travail – est objectivement centrale: les conditions déjà pénibles des travaux en extérieur (construction, travaux publics, agriculture…) deviennent proprement insupportables, dangereuses voire mortelles, les locaux de travail sont inadaptés aux fortes chaleurs, les conditions de transport domicile-travail sont dégradées… Les syndicats ont un rôle essentiel à jouer pour poser de manière collective, revendicative et mobilisatrice la question des conditions de travail, pour encourager l'auto-organisation des collectifs de travail pour élaborer les réponses adaptées et les imposer: droit de retrait, réduction des heures, pas de travail après 14 h (midi solaire), pauses horaires de 10 minutes, télétravail, garantie du salaire…

De plus, le mouvement ouvrier a un rôle décisif à jouer pour lier la santé au travail, à la santé en général et en faire une priorité à décliner selon les secteurs d'activité.

Dans des secteurs industriels, le caractère terriblement concret et vécu de la crise actuelle ouvre la possibilité de questionner non seulement les conditions de travail, mais l'utilité sociale des activités et productions au regard des effets sur la santé, l'environnement et… le climat. La situation offre une opportunité à saisir pour briser le consensus productiviste qui enchaîne encore trop souvent les organisations syndicales à la défense de productions écocides au nom de la défense de l'emploi.

Dans les activités de services, il s'agira de faire le lien entre la dégradation des conditions de travail et la dégradation des conditions d'accueil des usager·es – élèves dans les établissements scolaires, usager·es des transports…

La santé et le soin, un choix de société

Les hôpitaux, les services de santé et de soins (à domicile, soin aux personnes

3) En chimie de l'atmosphère, le terme NOx désigne le monoxyde d'azote (NO) et le dioxyde d'azote (NO_2), les oxydes d'azote les plus impliqués dans la pollution atmosphérique. Ces gaz contribuent à la formation du smog et des pluies acides, et ont également un impact sur l'ozone troposphérique.

EN SAVOIR PLUS

Commander le Manifeste pour une révolution écosocialiste à la Librairie La Brèche.



dépendantes) sont dégradés par des années de politiques libérales, de manque de moyens, d'absence de considération pour les personnels, les usagers, les patients.

Les canicules aujourd'hui, comme toute autre catastrophe sanitaire, ne font que mettre en évidence les effets désastreux de l'abandon public et du règne de la concurrence et de la marchandisation. Le système craque. Les inégalités devant la santé et l'accès aux soins, déjà colossales, explosent.

Une mobilisation pour la santé et le soin, faisant le lien entre les différentes composantes – prévention, prise en charge et accès dans des services publics dotés de moyens et de personnel, santé au travail, santé environnementale… – est essentielle de la justice sociale et climatique.

Le schisme croissant entre science et capital est une opportunité stratégique

Alors que les négationnistes les plus radicaux et les plus assumés livrent une véritable guerre ouverte aux sciences, que les décideurs politiques méprisent tous les avertissements fondés sur le consensus issu des travaux scientifiques, il apparaît impossible pour de plus en plus de chercheur·ses de rester à l'écart des choix politiques, des choix de société. Par exemple, plusieurs dizaines de scientifiques, médecins, chercheur·euses, philosophes et artistes réclament une loi d'urgence climatique qui, entre autres, interdirait à toute entreprise française de participer, en France ou ailleurs, à un nouveau projet fossile, qu'il s'agisse d'une mine de charbon, d'un puits de pétrole ou d'un gisement gazier, qui supprimerait «toutes les subventions aux énergies fossiles». Le rôle de ce type de prise de position est immense pour crédibiliser les luttes pour une alternative écosocialiste, sans se substituer à l'auto-organisation, aux choix démocratiques.

Face aux liens qui unissent le climato-négationnisme et l'extrême droite

De Trump à Milei en passant par Poutine ou les partis d'extrême droite en Europe, tous musellent les lanceurs d'alerte et soutiennent des médias entièrement dédiés à la désinformation, tous sont des défenseurs acharnés des fossiles, et de l'extractivisme, des promoteurs fanatiques de l'IA, de l'industrie automobile et aéronautique, des industries d'armement. Même s'ils ne sont pas les seuls, leur accession au pouvoir constitue toujours un saut qualitatif dans le pire des mondes, dans l'adaptation sélective au profit de leur minorité de privilégiés à la catastrophe dont ils sont coupables. Leur sexisme, leur racisme, leur haine anti-migrant·es, leur idéologie de la loi du plus fort sont à l'exact opposé de ce dont l'humanité a besoin pour faire face à la pire crise créée par le capitalisme productiviste. La lutte pour le climat et la lutte antifasciste doivent se conjuguer.

On ne reviendra pas au monde d'avant, mais nous avons encore la possibilité de vivre, et de vivre bien en prenant soin de la beauté de la Terre.

Il n'y a rien à attendre des gouvernements capitalistes. Les canicules, comme les autres catastrophes climatiques, le confirment: il faut rompre avec ce système et sa logique. Dans les souffrances, le chagrin, la sidération, la colère, la perte que nous avons éprouvés dans ces périodes extrêmes, puisons collectivement la force, la détermination et la créativité à la hauteur de l'enjeu. Soulevons-nous, unissons-nous pour préserver l'habitabilité du monde aujourd'hui et pour les générations futures. Ensemble, par nos luttes et notre organisation démocratique, imposons une alternative politique dédiée entièrement à cet objectif existentiel.

Le 13 juillet 2026



Paris, le 12 décembre 2015. Marche et lignes rouges pour la fin de la COP21 entre l'avenue de la Grande Armée et le Champ de Mars en passant par le Trocadéro. Sous haute protection policière. © Photothèque Rouge / JMB.

Réchauffement climatique et fuite en avant du capitalisme fossile, la première menace pour la santé publique mondiale !

Le réchauffement climatique est une bombe à retardement sanitaire, dont les morts liées aux canicules ne sont que la face émergée. Et comme toujours, la facture n'est jamais présentée aux responsables !

Par
Frank Prouhet

La catastrophe climatique n'est pas pour demain, elle est déjà là. Cet été 2026 en apporte la preuve, avec des vagues de canicules sans précédent en Europe de l'Ouest. 540 000 hectares de forêts sont partis en fumée dans l'Union européenne depuis la mi-juin, des récoltes ont été brûlées par le soleil et des fleuves sont à sec, contraignant les centrales nucléaires à l'arrêt. De gigantesques inondations ont eu lieu en Chine, alors que la Tunisie, Chypre ou l'Algérie connaissent des sécheresses et pénuries d'eau sans précédent. Une fonte et un effondrement glaciaires au Népal ont provoqué un tsunami de boue et de glace qui a conduit à la mort de milliers de personnes. L'empreinte carbone au Népal est de 0,6 tonne de CO_2 par habitant·e, très loin des 8,2 tonnes des Français·es et des 17 tonnes des Étatsunien·nes. Pourtant le toit du monde se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète et, pour cause de réchauffement climatique, risque de perdre au moins 7 % de son PIB à l'horizon 2050, selon la Banque mondiale (1). Ceux qui ne sont pas convoqué·es au banquet du capitalisme fossile en paient la note.

Mais les répercussions du réchauffement climatique sur la santé humaine vont bien au-delà des mort·es de la canicule ou des englouti·es du Népal. Au point qu'à la veille de la COP26, dans un éditorial historique et retentissant, publié simultanément par 233 revues médicales internationales, le prestigieux *British Medical Journal* faisait du réchauffement climatique et de l'échec des dirigeants de ce monde à maintenir la hausse des températures en dessous de 1,5 °C, la première menace pour la santé publique mondiale.

«Qui aurait pu prédire ?» nous disent Macron, le président français, et les principaux dirigeant·es du capitalisme mondial. Pourtant, depuis 2015, sur le modèle du GIEC, la revue médicale *The Lancet* publie année après année les chiffres-clés de la détérioration, sous l'effet du climat, des principaux indicateurs de la santé mondiale, dans *The Lancet Countdown*, le compte à rebours sur la santé mondiale et le réchauffement climatique. Il est le fruit du travail de plusieurs centaines de chercheur·ses, de 71 établissements universitaires et des agences des Nations unies, dont l'OMS.

> *« La mortalité liée à la chaleur a augmenté de 63 % depuis les années 1990, pour atteindre une moyenne annuelle de 546 000 décès entre 2012 et 2021. »*

Depuis deux siècles, une classe sociale brûle des combustibles fossiles pour les transformer en valeur. C'est le moteur du capitalisme. Et malgré toutes les alertes, elle est bien décidée à continuer !

Canicules, combien de morts ? Capital, combien de profits ?

Il est encore trop tôt pour connaître le nombre de morts des épisodes caniculaires de cet été. Mais, pour mémoire, l'étude Canicule a porté le bilan de la canicule de 2003 à près de 20 000 morts en France, 70 000 pour toute l'Europe (2). Et les chercheur·ses n'ont pas observé de «rattrapage» de la mortalité : ces victimes ne seraient pas mortes quelques semaines plus tard si la



Frank Prouhet

Frank Prouhet est médecin, membre de la commission santé du NPA-A en France. Il participe à l'animation du Tour de France pour la santé et a été l'un des coordinateurs de la campagne internationale pour la levée des brevets sur les vaccins, traitements et tests covid lors de la 12e conférence mondiale de l'OMC à Genève. Il a écrit de nombreux articles sur la santé, les pandémies et le réchauffement climatique.

1) *Nepal Country Climate and Development Report*, Katmandou, 15 septembre 2022.
2) Robine et al., *Comptes Rendus Biologies*, 2008.

vague de chaleur n'avait pas eu lieu !

La chaleur révèle les inégalités sociales : les quartiers parisiens les plus denses, les plus pauvres et les moins végétalisés sont ceux où la mortalité liée à la chaleur a été la plus élevée, avec des températures nocturnes parfois supérieures de 5 à 8 degrés à celles des espaces verts périphériques. Vivre sous les toits, ne pas pouvoir se payer un ventilateur, travailler dans le bâtiment ou vivre seul avec l'allocation aux adultes handicapés et prendre des antidépresseurs nuit gravement à la santé !

Selon le rapport 2024 du *Lancet Countdown*, la mortalité liée à la chaleur a augmenté de 63 % depuis les années 1990, pour atteindre une moyenne annuelle de 546 000 décès entre 2012 et 2021. Un chiffre déjà ancien, certainement dépassé avec la vague de chaleur de 2026, et qui est appelé à augmenter encore avec les effets cumulés d'un réchauffement climatique qui s'aggrave et d'un El Niño historique.



Fontaine du Lustgarten à Berlin, en Allemagne, pendant la vague de chaleur de juin 2026. © Roy Zuo / CC BY-SA 4.0.

Les fumées du capital et de ses mégafeux…

Le changement climatique multiplie les mégafeux, qui libèrent du CO_2, des particules fines, des composés organiques volatils et des oxydes d'azote. Il favorise également la formation d'ozone troposphérique (3), un gaz à effet de serre puissant, polluant agressif qui aggrave asthme, bronchite et emphysème (4) et baisse les rendements agricoles. Tous ces éléments se renforcent mutuellement, pour le plus grand malheur de nos poumons, s'additionnant aux brûlis agricoles chroniques en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est ! La seule exposition aux fumées et particules fines PM2,5 des feux de forêts – très liés au réchauffement climatique – aurait causé environ 154 000 décès en 2024. Ces derniers surviennent par l'augmentation de la mortalité cardiovasculaire, des AVC et des pathologies respiratoires… Et, même si les liens sont moins certains, par aggravation du diabète, des maladies rénales et neurologiques. Ensemble, feux de forêts, brûlis, feux de végétation pourraient être responsables de près de 1,53 million de morts, selon une étude du *Lancet* (5).

> *« Feux de forêts, brûlis, feux de végétation pourraient être responsables de près de 1,53 million de morts. »*

En Europe, même des régions plus humides et fraîches, comme la Belgique et l'Allemagne, ont battu leurs records de mégafeux. Le Canada, la Sibérie connaissent des brasiers géants et incontrôlables dans les forêts boréales, le plus grand biome du monde, qui libèrent ainsi des quantités colossales de CO_2. Ils diminuent également la couverture neigeuse ou glaciaire, réduisent la réflectivité du sol et favorisent une absorption accrue du rayonnement solaire. Ils fragilisent encore plus le pergélisol (6), qui stocke à lui seul 2,8 fois plus de CO_2 qu'il n'y en a dans l'atmosphère. Une bombe à retardement.

Le dégel du *permafrost* peut aussi mettre en circulation des bactéries et des virus piégés depuis des milliers d'années. Et d'autant plus anciens qu'ils sont profonds. En 2016, cela a déjà provoqué une épidémie d'anthrax chez les rennes en Sibérie, qui a coûté la vie à un enfant. C'est un risque sanitaire émergent qui rend encore plus inquiétants les projets de Trump d'annexion du Groenland pour y chercher en profondeur les métaux stratégiques nécessaires à la croissance capitaliste, avec le risque d'exposer les sociétés humaines à de nouveaux agents pathogènes.

Le *Lancet Countdown* estime en outre qu'en plus du réchauffement, l'absence de transition vers des sources d'énergie propres a également entraîné, en 2022, 2,5 millions de décès dus à la pollution atmosphérique extérieure liée aux combustibles fossiles, notamment à travers les PM2,5. Parmi eux, près d'un million de décès sont dus au charbon, et près de 1,5 million sont attribuables au pétrole (essentiellement à travers les transports), et au gaz, dont la combustion dégage aussi des particules fines, responsables de maladies cardiovasculaires, d'AVC, de cancers du poumon et de maladies respiratoires chroniques.

Des progrès ont été enregistrés en matière de décès liés à la pollution atmosphérique extérieure due aux combustibles fossiles. Ils ont diminué de 5,8 % depuis 2010, ce qui a permis d'éviter 160 000 décès par an, et créé des emplois plus sains et plus durables. Mais ces progrès ont essentiellement bénéficié aux pays capitalistes développés. Entre 2010 et 2022, il y a eu chaque année une diminution de l'ordre de 28 morts pour 100 000 habitant·es en France, contre 3 en plus au Brésil ou au Cambodge, et 21 en plus en Inde, qui a connu une hausse de 38 % des décès liés à la pollution depuis 2010. La mondialisation libérale a transformé l'Inde et la Chine en

3) La troposphère est la première et la plus basse couche de l'atmosphère de la Terre, comprise entre la surface du globe et la stratosphère. Sa limite supérieure, la tropopause, se situe à une altitude d'environ 8 à 15 kilomètres selon la latitude et la saison.

4) L'emphysème est une maladie pulmonaire caractérisée par une destruction progressive et irréversible des alvéoles pulmonaires. À terme elle peut entraîner de graves problèmes pulmonaires et cardiaques.

5) Chen et al., « Global mortality burden of landscape fire smoke », *The Lancet*, novembre 2024.

6) Le pergélisol, parfois désigné par le terme anglais *permafrost*, est la partie d'un cryosol gelée en permanence, au moins pendant deux ans, et de ce fait imperméable. Ce sol est constitué de pierres et de terre scellées entre elles par de l'eau gelée.

usine, mais aussi en cheminée du monde. Chaque toux évitée à Paris s'est simplement déplacée à Bombay, car elle coûte moins cher à soigner, dessinant la carte du capitalisme mondialisé. Les bonnes nouvelles ne sont pas pour tout le monde !

La fabrique des pandémies et des maladies infectieuses

Le réchauffement climatique n'agit jamais seul, mais il favorise les conditions écologiques de transmission et de saut des barrières d'espèce de nombreux pathogènes, tout en élargissant les territoires où cela se produit. Or les grandes pandémies – grippe espagnole, VIH, SRAS, Ebola ou Covid – sont toutes nées d'un même mécanisme : le franchissement des barrières d'espèce, rendu possible par le rapprochement forcé entre le sauvage et l'humain. Le rythme des pandémies s'accélère, à mesure que le capital accélère le rythme du mitage (7) et de la déforestation pour le bois, la monoculture de palme ou les diamants du sang, qu'il développe l'élevage intensif et l'urbanisation sauvage, dans des territoires oubliés de la santé publique, et qu'il met les peuples en insécurité alimentaire et pousse au commerce d'espèces sauvages. Chaque hectare rasé raccourcit la distance entre un virus dormant et sa future victime humaine. L'étude Georgetown (8), qui fait référence, attend au moins 15 000 transmissions virales interespèces d'ici 2070, dans un scénario à + 2 °C. Avec un rôle central des chauves-souris, mobiles et porteuses de nombreux virus.

La dengue, connue depuis des siècles, a explosé depuis les années 1950. La superposition des zones de développement des quatre types de dengue par les mouvements de population de la Seconde Guerre mondiale et l'urbanisation rapide a même fait émerger une nouvelle forme de dengue, hémorragique, aux Philippines, en Thaïlande, puis dans le monde entier, qui fait entre 10 000 et 20 000 décès par an.

Le réchauffement climatique raccourcit d'ailleurs le cycle de développement des moustiques et augmente la vitesse de multiplication des virus en leur sein. Chaque été, les transmissions locales progressent en Europe, car depuis les années 1950, les conditions de température et d'humidité sont devenues environ 50 % plus favorables au moustique-tigre, qui en est le vecteur. Cette aptitude climatique à la transmission, qui permet d'isoler la part climatique du risque, a progressé aussi de 13,9 % pour le paludisme à *Plasmodium falciparum*. Cela représente près de 300 millions de cas et environ 610 000 décès en 2024 (9), surtout en Afrique, et les territoires touchés ont augmenté de 17,1 %, notamment dans les hauts plateaux andins ou d'Afrique de l'Est qui se réchauffent.

En Chine, le risque de diarrhée infectieuse liée aux précipitations extrêmes a augmenté de 3,0 % depuis la période 1986-2005. L'étude Mora (10) a montré que 58 % des maladies infectieuses humaines connues peuvent être aggravées par au moins un aléa climatique : chaleur, sécheresse, inondation ou tempête. La nature se venge d'un monde où les écosystèmes ne sont que des puits de profit à exploiter !

L'insécurité alimentaire

Par rapport à la période 1981-2010, 123,7 millions de personnes supplémentaires sont confrontées à une insécurité alimentaire modérée ou grave liée à une recrudescence des sécheresses et des vagues de chaleur, des pénuries d'eau et des inondations, qui baissent les rendements agricoles. Il s'agit d'une double peine puisque la montée du CO_2 baisse aussi la qualité nutritive et la teneur en protéines et minéraux (fer, zinc) des principales céréales, comme le blé et le riz. Les aliments deviennent plus caloriques, mais moins nutritifs. Sans compter que sur le marché mondial de l'agroindustrie, les pénuries favorisent les mécanismes de spéculation, de hausse des prix, qui privent les plus pauvres d'accès à une alimentation de qualité, fragilisent leurs défenses immunitaires, favorisent les épidémies, violences, exode rural, migrations et pauvreté, détruisent les solidarités, favorisent les mariages précoces et le retrait de l'école de fillettes… L'insécurité alimentaire est une donnée centrale de la dynamique du réchauffement climatique.

La biodiversité, notre sécurité sanitaire et alimentaire

Le réchauffement climatique a un effet multiplicateur sur les principaux éléments en cause dans l'effondrement de la biodiversité : la destruction des habitats par la déforestation capitaliste et la bétonisation, la surpêche des bateaux-usines, l'appauvrissement génétique des cultures et des fermes-usines de l'agrobusiness, les pollutions d'une industrie surtout soucieuse de rentabilité, l'introduction d'espèces envahissantes. Notre sécurité alimentaire en dépend : pollinisation, dégradation de la qualité des sols et filtration de l'eau…

Le réchauffement de l'air favorise le réchauffement, l'acidification et la désoxygénation des océans. Ces phénomènes vident la mer de ses coraux, qui sont une zone de nourrissage essentielle et protègent les côtes de la houle. Ils favorisent le déclin et la migration de nombreuses espèces de poissons. Or le rapport Nexus de l'IPBES (Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) (11) défend, avec l'OMS et le GIEC, l'idée que la santé des écosystèmes, des animaux et des humains est interconnectée. C'est l'approche One Health, une seule santé.

Dans un milieu à la riche biodiversité, par un effet de dilution, les organismes pathogènes pour les humains et les animaux « se perdent », alors que l'effondrement de la biodiversité favorise les germes opportunistes et les franchissements de barrières d'espèce. Par exemple, aux États-Unis, dans un milieu fragmenté par l'urbanisation, les tiques vont surtout rencontrer des souris à pattes blanches, qui hébergent et transmettent très bien aux tiques la bactérie responsable de la maladie de Lyme. Dans

> *« Dans un milieu à la riche biodiversité, les organismes pathogènes pour les humains et les animaux se diluent. L'effondrement de la biodiversité favorise les germes opportunistes et les franchissements de barrières d'espèce. »*

7) Le mitage désigne l'implantation dispersée de maisons, de bâtiments ou d'infrastructures dans des espaces ruraux ou naturels, sans plan d'urbanisme global ni continuité avec les zones déjà bâties.

8) Carlson, Albery et al., « Climate change increases cross-species viral transmission risk », *Nature*, 28 avril 2022.

9) OMS, *World Malaria Report 2025*, 4 décembre 2025.

10) Mora et al., « Over half of known human pathogenic diseases can be aggravated by climate change », *Nature Climate Change*, août 2022.

11) Décembre 2024.

un milieu plus riche, elles rencontreront aussi opossums ou écureuils, qui transmettent mal la bactérie, voire toilettent les tiques. Dans ce cas, l'infection des tiques diminue, le risque pour les humains aussi. La destruction des écosystèmes libère le CO_2 stocké et appauvrit une biodiversité qui est le premier réservoir des molécules thérapeutiques, d'hier (aspirine, pénicilline…) et de demain !

Asthme, allergie… le capitalisme qui étouffe !

30 % de la population mondiale souffre aujourd'hui d'allergies, contre seulement 4 % à la fin des années 1960. 363 millions de personnes sont asthmatiques, dont 100 à 125 millions d'enfants, avec à la clef 442 000 décès (chiffres 2023 de l'OMS). Dans les pays riches, l'asthme plafonne pour les adultes et continue à progresser pour les enfants, mais continue à monter fortement en Asie, en Amérique latine et en Afrique, là où le capitalisme délocalise sa pollution. La progression des allergies et de l'asthme apparaît comme la combinaison de plusieurs facteurs qui se renforcent : la perte de la biodiversité du microbiote cutané, intestinal et respiratoire à laquelle nous sommes exposé·es dans notre petite enfance, mais aussi diverses pollutions, subies notamment pendant la grossesse et la petite enfance, atmosphérique, domestique, tabagique, la mauvaise aération des logements, l'urbanisation et la pollution routière avec le choix du tout-automobile individuelle.

Mais le réchauffement climatique favorise aussi une saison pollinique plus précoce, plus longue et plus intense, alors que la montée du CO_2 favorise une charge en protéines allergisantes plus grande et des particules polliniques plus petites, encore fragmentées par les pollutions, les particules fines et l'ozone, remontant plus loin dans les petites bronches. Chaque bouffée d'air pur qu'il aurait fallu préserver avait un coût, que le capitalisme a refusé de payer.

> *« La lucidité fait souffrir, tant qu'elle ne se transforme pas en mouvement d'espoir collectif. »*

La chaleur ne tue pas que les corps : capital fossile et effondrement psychique !

La chaleur augmente la fatigue psychique, multiplie les passages à l'acte par défenestration ou armes à feu, majore les effets secondaires des médicaments psychotropes, antipsychotiques et antiépileptiques, par déséquilibre des taux de lithium ou par déshydratation dans les troubles bipolaires. En cas d'hyperthermie, ces médicaments majorent les risques de décès. Une simple hausse d'un écart-type de réchauffement (de quelques dixièmes de degré à plus d'un degré selon les régions) de la température saisonnière augmente de 4 % les violences entre personnes, surtout âgées ou isolées socialement, comme les sans-domicile, et de 14 % celles entre groupes (guerres, émeutes, conflits civils, etc.), selon une étude de 2013 des universités de Berkeley et Princeton (12). Avec les fortes chaleurs, les patient·es restent confiné·es chez elleux, sont moins observant·es et

12) Méta-analyse de Solomon Hsiang, Marshall Burke et Edward Miguel, *Science*, 2013.



Coulée de boue au Népal en 2026. © Shankar Giri / Oxfam.

échappent plus facilement à la bienveillance de leur entourage et des soignant·es.

L'éco-anxiété a fait un bond de 20 % en deux ans en France, avec les épisodes caniculaires de cet été, notamment chez les 15-24 ans, selon l'Observatoire de l'éco-anxiété. Même si les échelles d'anxiété sont toujours sujettes à débat, le chiffre cité – 15 millions de personnes éco-anxieuses en France, et 1,1 million de personnes en plus dans la catégorie anxiété sévère – donne une idée de l'importance du problème.

Le Covid-19 avait déjà renforcé les tendances lourdes de notre société libérale: isolement social, enfermement dans les réseaux sociaux, exigences toujours plus fortes en matière de concurrence et de performance éducative ou d'image, notamment pour les jeunes femmes, précarité et avenir marqué par les crises et les guerres. L'éco-anxiété face au réchauffement climatique aggrave encore ces tendances. Même si ces chiffres peuvent cacher des décompensations psy, le fait majeur de cette anxiété réactionnelle est à rechercher dans une double approche, qui a plus à voir avec la bio-sociologie qu'avec la psychiatrie et la pathologie: la maltraitance des corps par la chaleur, la souffrance sociale face à l'inaction contre le dérèglement climatique, parfois la culpabilité de ne pas pouvoir faire face à l'inaction du capital. Avec à la clef des comportements plus violents pour les jeunes hommes, et des suicides, des automutilations et des troubles alimentaires plus fréquents chez les jeunes femmes. Nous faisons face à deux formes cliniques pour un même diagnostic, très politique: le capitalisme extractiviste et l'inaction climatique gouvernementale font souffrir les corps et le psychisme, dans une épidémie de lucidité qui fait souffrir, tant qu'elle ne se transforme pas en mouvement d'espoir collectif.

> *« Les riches espèrent faire sécession dans un monde d'inégalités qui brûle. »*

Bangladesh, les dynamiques croisées d'un pays qui se noie

Le Bangladesh est un pays plat de delta, entre les grands fleuves himalayens glacés qui fondent à grande vitesse et le golfe du Bengale dont le niveau monte. C'est un pays frappé par les inondations de la mousson et d'El Niño. Un des pays les plus densément peuplés du monde, avec 175 millions d'habitant·es, 1 300 habitant·es au km^2. Depuis la révolution verte, le FMI et la Banque mondiale l'ont forcé à se spécialiser dans la culture du riz. Avec un degré d'élévation de la température nocturne, la productivité du riz chute de plus de 10 %. Avec la montée des océans, l'eau salée s'insinue partout, jusqu'à 100 km des côtes, diminuant encore la récolte de riz. Dès aujourd'hui, il connaît une baisse de 12 % de la production agricole en raison du réchauffement, alors que 20 % de sa mortalité infantile est due à la salinisation de l'eau douce. Il risque de perdre 11 à 17 % de ses terres d'ici 2050, avec 13 à 22 millions de déplacé·es. Les femmes doivent toujours chercher plus loin l'eau douce. L'exode rural et la pauvreté s'amplifient, la santé humaine est menacée par la salinisation (qui provoque de l'hypertension, des insuffisances cardiaques et rénales…) et la baisse des revenus, ainsi que la santé des animaux d'élevage qui fournissent une part des protéines. Face à la crise rizicole, les paysan·nes se tournent vers l'élevage de crevettes pour l'exportation, remplissent des bassins d'eau salée, ce qui accroît encore le phénomène de salinisation des eaux et des puits ! Le golfe du Bengale est un des points de départ des épidémies de choléra, une maladie liée aux eaux usées. Les inondations font déborder les latrines, polluent les rares points d'eau qui subsistent, où se regroupent les populations déplacées et affaiblies.

Depuis les années 1970, pour faire face aux besoins accrus en eau de la monoculture du riz et lutter contre le choléra, avec l'aide d'ONG et du gouvernement, des dizaines de milliers de puits ont été creusés. Dès les années 1990, les scientifiques se sont aperçu·es que les puits – plus de la moitié aujourd'hui – sont contaminés à l'arsenic, dont l'intoxication chronique provoque fatigue, cécité nocturne, maladies cardiaques, cancers de la peau, des poumons, du foie, du pancréas, diarrhées, atteintes neurologiques… Le rapport avec le réchauffement climatique est une longue chaîne. Les roches sédimentaires himalayennes amènent de l'arsenic insoluble. Pour lutter contre les inondations (fonte glaciaire et montée des océans), partout des bassins sont creusés, pour surélever les maisons et les villages. Dans ces bassins, les matières organiques et bactéries s'unissent pour solubiliser l'arsenic, qui passe dans les puits peu profonds. Un décès sur 5 dans les zones contaminées au Bangladesh serait dû à l'arsenic.

Le réchauffement climatique est aussi responsable d'une augmentation en nombre et en intensité des cyclones, avec son cortège d'inondations particulièrement redoutables dans ce plat pays. L'urgence est à une politique de lutte mondiale contre le réchauffement climatique, mais aussi une politique publique de prévention des effets du réchauffement, qui peut être efficace. Si le cyclone Bhola a fait environ 300 000 mort·es en 1970, les alertes précoces, abris, digues et volontaires communautaires ont permis que le nombre de mort·es liés aux cyclones soit depuis divisé par 100 selon la Banque mondiale. À comparer avec l'absence d'adaptation d'un pays voisin comme le Myanmar où le cyclone Nargis de 2008 a fait 140 000 morts. D'un côté, au Bangladesh, la société civile, le Croissant rouge et des syndicats puissants, notamment paysans, imposent une politique d'investissements publics, de prévention, s'appuyant largement sur une aide sociale de terrain de volontaires communautaires, et de l'autre, au Myanmar, une dictature militaire bloque l'information et l'aide humanitaire internationale, ce qui rend beaucoup plus difficile et beaucoup moins efficace l'aide communautaire (médecins, prêtres, paysans…) qui a cependant joué un rôle majeur de solidarité au moment de Nargis, contre un État militaire défaillant. Ce n'est pas seulement la puissance des vents qui dicte le nombre de mort·es, c'est aussi la mobilisation populaire et communautaire.

Les femmes, premières victimes du patriarcat climatique

La hausse des températures augmente les risques de violences conjugales, les mariages précoces avant 14 ans, et la baisse des revenus féminins, comme le souligne *Global Environmental Change* dans une étude parue en novembre 2020. Ce n'est pas la nature qui est cruelle pour les femmes, mais bien un monde patriarcal. On leur refuse la terre, le crédit, on les frappe quand le monde devient invivable, tandis que les jeunes filles deviennent une bouche supplémentaire à nourrir qu'il faut marier rapi-

dement. Pour chaque degré supplémentaire, *JAMA Psychiatry* de juin 2023 retrouve une hausse de 6,3 % des violences domestiques, physiques et sexuelles, dans une étude de suivi portant sur 190 000 femmes d'Inde, du Pakistan et du Népal. Un chiffre qui monte même à 8 % pour les violences physiques en Inde. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'écart de revenus entre les femmes et les hommes dans les campagnes se creuse de 34 % pour chaque degré supplémentaire.

En 2010, une étude californienne (13) révélait qu'une hausse moyenne de 5,6 °C augmentait de 8,6 % le risque d'accoucher prématurément. Une augmentation confirmée par l'étude Sepages sur 700 femmes grenobloises enceintes, qui incriminait surtout les variations brutales de chaleur, type canicules.

Le capital brûle la planète, les peuples doivent l'éteindre !

Le compte à rebours du *Lancet* voulait sonner l'alarme sur le seuil des 1,5 °C, bientôt dépassé. Si le diagnostic est juste, la solution espérée est erronée: conseiller au capital de limiter ses émissions, car la facture serait trop lourde, c'est oublier qu'il socialise les pertes et privatise les profits. Les 1 % les plus riches émettent autant de CO_2 que les 5,1 milliards les plus pauvres (14). Les 100 plus grandes entreprises fossiles, dopées par les investissements bancaires, ont déjà engagé de quoi produire le triple de la production compatible avec 1,5 °C. Mais la facture est présentée aux plus pauvres et fragiles, aux femmes, aux peuples indigènes, aux petits États insulaires.

Nous vivons peut-être un point de bascule. Les maladies de civilisation, les cancers – en hausse de 80 % chez les moins de 50 ans depuis 1990 (15) – et la mortalité cardiovasculaire, combinées au réchauffement planétaire, inversent la dynamique de gain d'espérance de vie qui a marqué le dernier demi-siècle, avec 3,5 mois gagnés en moyenne chaque année. Mais cette moyenne cache toutes les inégalités du monde. En France, l'espérance de vie des 5 % les plus pauvres recule, quand elle continue à progresser chez les 5 % les plus riches. Il y a 13 ans d'écart chez les hommes et 8 ans chez les femmes, donc jusqu'à 17 ans d'écart entre une femme riche et un homme pauvre (16). Les riches espèrent faire sécession dans un monde d'inégalités qui brûle.

Les systèmes qui émettent des gaz à effet de serre émettent aussi des polluants, fabriquent des pandémies, menacent la sécurité alimentaire, déforestent, provoquent l'effondrement de la biodiversité. Une justice sociale et climatique fondée sur la décroissance, l'expropriation capitaliste et le partage planétaire des richesses ne serait pas un sacrifice, mais la promesse d'une meilleure santé pour tou·tes, d'une vie réconciliée avec la nature et le genre humain. Dans un monde qui préfère les bombes, les guerres impérialistes ou génocidaires aux hôpitaux, nie le climat, démantèle la solidarité sanitaire internationale, accapare terres et eau, repousse le *Green Deal* européen, détourne la colère vers les étranger·es ou les écologistes, la révolution des flamants roses qui balaye l'Albanie offre un peu d'espoir (17): la défense d'une zone naturelle protégée accaparée par la famille Trump aboutit à la dénonciation d'un pouvoir corrompu et à une exigence démocratique. Un mélange porté par les exploité·es, seule force qui n'attend jamais l'autorisation du capital pour agir.

Le 7 septembre 2026



Fumée des feux de brousse de Sydney sur George Street, décembre 2019. © VirtualWolf from Sydney, Australia.

13) Basu, Malig et Ostro, *American Journal of Epidemiology*, 2010.
14) *Climate Equality : A Planet for the 99 %*, Oxfam, novembre 2023.
15) Zhao et al., BMJ Oncology, septembre 2023.
16) Insee Première, «L'espérance de vie par niveau de vie».
17) Gerhard Klas, «Trois mois de manifestations de masse: à qui appartient l'Albanie?», *Inprecor*, 16 août 2026.

Entre inondations et sécheresses – pour une transformation écosociale du paysage

L'été 2026 bat tous les records de chaleur. Nous assistons à des incendies de forêt d'une ampleur sans précédent en Europe et à des sécheresses dans des régions qui, jusqu'à présent, avaient été largement épargnées. Dans ce contexte, il est intéressant de porter un regard sur les paysages et la société du point de vue de l'eau.

Par
Gregor Zahn

Cet article, rédigé d'un point de vue suisse – le pays est considéré comme le «château d'eau» de l'Europe –, met en lumière les évolutions cachées derrière la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes qui en découlent, ce qui les favorise et ce à quoi il faut s'attendre à l'avenir.

Le remodelage du paysage suisse depuis le 19e siècle

En Suisse, comme dans tous les autres pays industrialisés, les humains ont complètement remodelé les paysages au cours des deux derniers siècles, les ont urbanisés et ont développé l'exploitation agricole.

Les liens et les répercussions de ces changements sur le régime hydrologique sont moins évidents: jusqu'à la fin du 20e siècle, le principe directeur était qu'il fallait drainer autant que possible. L'assèchement des zones marécageuses avait pour objectif de gagner des terres pour l'agriculture et l'urbanisation. Ainsi, rares sont les terres agricoles du Plateau suisse qui ne disposent pas d'un réseau de drainage (1). Les rivières et les ruisseaux ont également été rectifiés afin d'évacuer l'eau plus rapidement, d'éviter les crues et de gagner des terres exploitables. De plus, l'imperméabilisation des espaces verts en milieu urbain, combinée au réseau d'assainissement, a entraîné une évacuation plus rapide de l'ensemble des eaux de pluie.

L'ampleur du réseau de fossés de drainage dans les forêts suisses est en revanche moins connue. Ceux-ci ont été aménagés avec l'idée que des sites forestiers secs pouvaient être mieux exploités pour une sylviculture intensive. Environ 95 % des forêts humides suisses ont ainsi été drainées au cours des derniers siècles (2). La question de savoir si le drainage des surfaces forestières a effectivement conduit à une plus grande productivité de la sylviculture reste controversée. Les forêts ont toutefois été drainées, déboisées et souvent remplacées par des monocultures d'épicéas à croissance rapide.

> *«Notre paysage est donc à la fois moins résistant aux pics de crue et à la sécheresse.»*

Il n'existe donc pratiquement aucune parcelle de paysage en Suisse, en dessous de la limite forestière, qui n'ait été remodelée par l'activité humaine depuis le 19e siècle.

Altération de la capacité d'adaptation naturelle des paysages

Le remodelage paysager a des conséquences profondes sur le régime hydrologique. En cas de fortes pluies, l'écoulement rapide des eaux dans le cours d'eau situé en aval entraîne des pics de crue plus élevés, car l'eau de l'ensemble du bassin versant (3) s'accumule plus rapidement dans la vallée. À l'inverse, cela signifie qu'une quantité d'eau moindre est retenue et que par conséquent l'ensemble du système s'assèche plus rapidement. Notre paysage est donc à la fois moins résistant aux pics de crue et à la sécheresse.



Gregor Zahn

Gregor Zahn, membre du Mouvement pour le socialisme (organisation observatrice permanente de la IVe Internationale) et ingénieur en environnement à Zurich, spécialisé dans la protection contre les crues et la revitalisation des cours d'eau. Traduit de l'allemand par Pierre Vandevoorde.

1) Un réseau de canalisations, généralement disposé en chevrons sous les terres agricoles, qui évacue l'eau susceptible de s'accumuler.
2) Le guide «Promouvoir la biodiversité par la restauration des forêts humides et marécageuses» du Centre de synthèse sur la biodiversité (collaboration entre l'EPF de Zurich, l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage et l'Institut fédéral de recherche sur l'eau) constitue un bon point de départ pour approfondir le sujet du drainage et de la remise en eau potentielle des zones forestières en Suisse.
3) Le bassin versant est la zone géographique dont toutes les eaux de ruissellement convergent vers un même exutoire (ici, la vallée).



Lit asséché du lac des Brenets/lac de Chaillexon (Suisse, France) lors des vagues de chaleur européennes de 2026. © Arkelin - Own work, CC BY 4.0.

Cela a également des répercussions importantes sur le plan biologique, car toutes les espèces animales et végétales locales se sont adaptées aux conditions naturelles initiales et ont souvent des difficultés à s'adapter au paysage modifié. L'arrivée d'espèces animales et végétales exogènes (néozoaires et espèces exotiques envahissantes, regroupées sous le terme de «néobiotes») entraîne une situation de concurrence préoccupante. Celle-ci favorise la propagation des néobiotes, car certaines plantes et certains animaux provenant d'autres régions du globe parviennent mieux à s'établir dans les conditions désormais dominantes et supplantent les espèces jusqu'alors typiques.

Toutes les propagations envahissantes de néobiotes ne sont pas liées à la modification des conditions, car certains néobiotes auraient très bien pu s'adapter aux conditions qui prévalaient auparavant. Il en résulte toutefois des conditions plus propices à l'apparition de néobiotes. La résilience diminue. Cette situation est aggravée par la mise en place de monocultures comme celle des épicéas sur le Plateau suisse, des mimosas ou des eucalyptus introduits dans la péninsule ibérique, ou encore des conifères nord-américains en Écosse.

Les monocultures sont bien plus vulnérables aux perturbations de l'équilibre naturel, car les espèces qui seraient résistantes aux nouveaux phénomènes émergents font défaut (ou sont trop peu présentes). Cela peut se traduire par une vulnérabilité aux infestations fongiques ou aux ravageurs, ainsi que par une faible résilience face aux inondations, à la sécheresse, aux feux de forêt ou aux tempêtes.

La transformation du paysage par l'être humain a aggravé les effets de la sécheresse et des inondations. Même sans tenir compte de la catastrophe climatique, il apparaît clairement que les catastrophes naturelles ne sont jamais uniquement imputables à des phénomènes météorologiques.

> *« Les catastrophes naturelles ne sont jamais uniquement imputables à des phénomènes météorologiques. »*

Le changement climatique en Suisse

La réflexion sur l'eau doit s'inscrire dans le contexte du changement climatique. D'un côté, la Suisse bénéficie certes d'une situation privilégiée, disposant de moyens et d'infrastructures plus importants qu'ailleurs pour faire face à la catastrophe climatique. On peut citer les projets coûteux de protection contre les crues, un aménagement urbain plus adapté (désimperméabilisation des sols, densité d'arbres plus élevée, disposition optimisée des bâtiments pour permettre un meilleur refroidissement nocturne, etc.) ou encore la mise en œuvre de solutions techniques pour faire face aux vagues de chaleur (climatisation, isolation des bâtiments, etc.).

La Suisse se trouve en revanche dans une région particulièrement sensible aux changements climatiques. Les statistiques datant de 2025 montrent clairement que le réchauffement en Suisse est environ deux fois plus élevé que la moyenne mondiale (4). L'augmentation et l'intensification des crues et des sécheresses qui en découlent affectent un territoire dont la capacité à amortir ces phénomènes a été considérablement réduite.

La protection contre les crues est donc confrontée à un défi déjà connu. En revanche, la Suisse n'est pour l'instant guère préparée au danger croissant que représentent les sécheresses.

L'approche actuelle en matière de protection contre les crues et ses limites

Les principes actuels de l'État relatifs aux mesures de protection contre les crues diffèrent à bien des égards des mesures qui ont été mises en œuvre par le passé (5). Au lieu de chercher à évacuer l'eau le plus rapidement possible, on accorde aujourd'hui une importance croissante à des considérations plus globales. On favorise la fonction dite «naturelle» d'un cours d'eau proche de son état naturel, qui est de retenir l'eau et de réduire l'énergie du courant grâce à la turbulence et à la diversité des écoulements. L'idée d'une protection totale est abandonnée. On s'interroge bien davantage sur ce qui se passe en cas de «surcharge». Autrement dit, que se passe-t-il si le débit est supérieur aux prévisions ou si certaines parties du système de protection viennent à défaillir ? Ainsi, au moins en principe, on recherche systématiquement la solution la plus robuste possible, capable de réagir avec souplesse en cas d'événement exceptionnel ou de surcharge (6).

Le défi posé par le nombre considérable de programmes de protection contre les crues qui sont nécessaires est abordé de

4) Une présentation claire des scénarios climatiques de la Confédération : «Schweizer Klimaszenarien» (Scénarios climatiques suisses), Météosuisse, 17 août 2026.
5) L'Office fédéral de l'environnement qualifie l'approche actuelle de «gestion intégrée des risques» («Integrales Risikomanagement»), OFEV, 10 juin 2026.
6) Cela implique de construire des systèmes de protection contre les crues présentant un faible risque de défaillance (c'est-à-dire robustes) et, en cas de défaillance, dont les dommages ne sont pas plus importants que s'il n'y avait pas de mesures de protection (réaction «bienveillante»). L'exemple négatif classique est celui d'une digue de protection contre les crues où, en cas de rupture (par exemple en raison de précipitations plus importantes que prévu), les dégâts causés sont plus importants que si aucune digue n'avait été construite.

deux manières. D'un côté, une hiérarchisation est effectuée afin que les mesures de protection contre les crues soient mises en œuvre là où les dommages potentiels sont les plus importants. De l'autre, des prescriptions étatiques encadrent la mise en œuvre de la protection contre les crues par le biais de divers projets de construction. Un exemple classique est l'obligation de mettre en place des mesures de protection lors de la construction de nouveaux bâtiments dans des zones à risque.

En règle générale, la phase de planification des projets de prévention des inondations dure entre cinq et dix ans. Les systèmes de protection efficaces contre les crues nécessitent beaucoup d'espace et ont des répercussions sur la propriété foncière. Cette contrainte est souvent compensée par des indemnités généreuses. En revanche, on ignore largement le fait que l'ensemble du bassin versant des cours d'eau devrait être réaménagé pour amortir correctement les pics de crue. Une telle ingérence dans la propriété privée est toutefois inconcevable dans un système capitaliste.

Malgré des adaptations significatives dans l'approche, la protection contre les inondations reste essentiellement un traitement des symptômes. Parce que de nombreux ruisseaux ont été rétrécis, qu'énormément de rivières ont été rectifiées et, surtout, qu'en raison d'un développement immobilier orienté vers le profit et d'un aménagement du territoire défaillant, de nombreux bâtiments ont été construits au sein de zones potentiellement inondables, la protection contre les crues est un défi intergénérationnel qui exige de repenser et de réaménager l'ensemble du paysage.

> *« L'ensemble du bassin versant des cours d'eau devrait être réaménagé pour amortir correctement les pics de crue. Une telle ingérence dans la propriété privée est toutefois inconcevable dans un système capitaliste. »*

Gestion des sécheresses

Les mesures destinées à réduire les effets des sécheresses nécessitent soit de stocker de l'eau pendant les périodes pluvieuses, soit de déplacer les flux d'eau pendant les périodes de sécheresse.

Le canton de Zurich résout par exemple souvent le problème de l'approvisionnement en eau en cas de pénurie en prélevant de l'eau du lac de Zurich. En raison de sa taille, celui-ci est moins vulnérable aux longues périodes de sécheresse. Cela nécessite un vaste réseau de grandes conduites d'acheminement de l'eau et permet de couvrir en grande partie les besoins en eau potable de nombreuses localités pendant les périodes de sécheresse.

En Suisse, les lacs de retenue sont généralement utilisés pour la production d'électricité. En principe, cette forme de rétention d'eau serait également envisageable pour pallier les périodes de sécheresse, comme c'est le cas dans de nombreux autres pays. Il va de soi que les pertes en matière de production d'électricité – en Suisse, la majorité des groupes énergétiques appartiennent aux cantons et aux communes, mais fonctionnent selon les critères de l'économie privée – seraient vivement contestées par leurs propriétaires. Cependant, les projets de barrages ont toujours des répercussions écologiques importantes (7).

Le problème central réside donc dans la lutte pour l'eau encore disponible en période de sécheresse. Il en résulte une situation de concurrence entre l'approvisionnement en eau potable de la population, l'utilisation privée de l'eau par les riches (par exemple pour les piscines), l'irrigation des terres agricoles, les besoins en eau pour la production industrielle, l'eau de refroidissement des centrales nucléaires, etc. Cela conduit à ce que, dans la société capitaliste, les impacts écologiques passent au second plan en temps de crise : pour maintenir la productivité économique, on sacrifie l'environnement, ce qui ne fait qu'aggraver le problème à long terme. Ainsi, durant cet été 2026 chaud et sec, les milieux bourgeois réclament le captage de sources jusqu'alors non captées dans les Alpes suisses afin de lutter contre la pénurie d'eau. Or, ce milieu naturel intact autour des sources est l'un des plus rares et importants à préserver en Suisse, car presque toutes les sources sont captées (bien plus de 90 % des sources du Plateau suisse sont captées ou altérées). Ces milieux abritent des espèces rares et menacées qui se sont adaptées aux conditions propres à l'écoulement des eaux souterraines.

Tout comme lors des épisodes de crues, les effets des sécheresses affectent un paysage dont la résilience a été affaiblie au fil des siècles. L'irrigation des terres agricoles drainées illustre bien que notre gestion de l'eau n'est pas durable.

La « ville-éponge » comme solution ?

Ces dernières années, le concept de ville-éponge a rencontré un succès croissant. Dans les villes, ce principe semble avoir fonctionné de manière exemplaire. Il consiste à retenir l'eau, à favoriser l'infiltration, à atténuer les pics de débit et, notamment grâce à l'évapotranspiration des arbres, à obtenir une réduction locale de la température.

Mais si le principe de la ville-éponge donne déjà l'impression d'être une goutte d'eau dans l'océan, c'est encore plus le cas pour le concept de paysage-éponge. Les principes sont bons et importants, et vont à l'encontre des pratiques historiques d'assèchement. Il s'agit de retenir l'eau, de la laisser s'infiltrer et d'alimenter la nappe phréatique. Cela permet d'atténuer les pics de ruissellement, de réduire l'érosion des sols agricoles et de favoriser la biodiversité. Globalement, cette approche améliore la résilience du paysage. Le réapprovisionnement des nappes phréatiques est particulièrement important, car l'eau souterraine s'écoule bien moins rapidement et y est nettement plus froide que dans les cours d'eau de surface. Ainsi, pendant les périodes de chaleur et de sécheresse, elle peut, avec un certain décalage, apporter de l'eau fraîche aux cours d'eau de surface en aval, améliorant ainsi à la fois la disponibilité et la température de l'eau en période de sécheresse.

Le défi réside dans la mise en œuvre. Les seules mesures facilement réalisables sont de petite envergure, n'affectent pas sensiblement d'autres domaines et n'entrent donc pas en conflit avec la production agricole et forestière conventionnelle. Elles concernent donc principalement des terrains appartenant à l'État. Cependant, pour que l'ensemble fonctionne réellement et produise des effets mesurables, des mesures à grande échelle et des interventions sur des terrains privés sont nécessaires. Nous sommes donc à

7) Voir l'article « Bericht der Ökologiedelegation Bakur (Nordkurdistan) Teil 1 – Kriegstaktiken und ökologische Zerstörung » (Rapport de la délégation écologique de Bakur (Nord-Kurdistan), 1re partie – Tactiques de guerre et destruction écologique), 29 juillet 2025, sozialismus.ch.

nouveau confrontés à la tâche historique et de long terme de la refonte du paysage.

Rôle du mode de production capitaliste

Tous les problèmes liés à l'eau ne sont pas imputables au mode de production capitaliste. Ainsi, le drainage des terres a par exemple commencé avant même l'avènement du capitalisme. C'est toutefois le mode de production capitaliste qui a accéléré l'assèchement généralisé. L'optimisation de la production alimentaire, qui ne vise pas le rendement maximal par unité de surface mais le rendement maximal par rapport aux efforts déployés, a conduit à la situation évoquée plus haut, dans laquelle il n'existe pratiquement aucune surface agricole sans réseau de drainage sur le Plateau suisse. Le drainage des surfaces forestières remonte également au 20e siècle, souvent sous la forme de programmes de création d'emplois pendant et après les guerres mondiales. La logique capitaliste d'optimisation est donc omniprésente dans ce processus de transformation des paysages.

Cette logique fait obstacle à la restauration d'un paysage plus résilient. L'agroindustrie conventionnelle est incompatible avec un paysage-éponge. Les effets durables de la rétention d'eau se manifestent sur des périodes bien trop longues pour présenter un intérêt pour cette production capitaliste orientée vers le profit. Une gestion durable de l'eau n'est pas compatible avec un système qui fait passer le profit avant le bien-être de l'humanité et la préservation de l'environnement.

Conclusions pour notre militantisme

La refonte du paysage doit être une composante incontournable d'une alternative écosocialiste à la catastrophe capitaliste. Sans elle, la société est bien trop vulnérable face aux catastrophes naturelles. Au sein d'un système capitaliste, elle ne peut être réalisée à l'échelle nécessaire pour protéger l'ensemble de la société – et pas seulement les riches. Parallèlement, cette refonte implique la combinaison d'une multitude d'éléments et de dispositifs qui ne peuvent être mis en œuvre du jour au lendemain. Une refonte complète de la production agricole est par exemple nécessaire: celle-ci doit être libérée de la logique du profit et, de ce fait, nécessitera davantage de main-d'œuvre.

> *« Une refonte complète de la production agricole est nécessaire : celle-ci doit être libérée de la logique du profit et, de ce fait, nécessitera davantage de main-d'œuvre. »*

Compte tenu du décalage temporel entre les éléments déclencheurs et leurs effets sur le changement climatique, ce constat nous amène à une question extrêmement intéressante pour déterminer les priorités de notre intervention politique: nous subissons aujourd'hui les conséquences de phénomènes qui, pour certains, ont été provoqués il y a plusieurs décennies. Le système capitaliste n'est pas en mesure de résoudre ces problèmes; il est au contraire à l'origine d'une grande partie des conséquences dramatiques engendrées par ces nouvelles conditions météorologiques catastrophiques (8). C'est pourquoi nous devons dépasser le système capitaliste et développer une alternative écosocialiste.

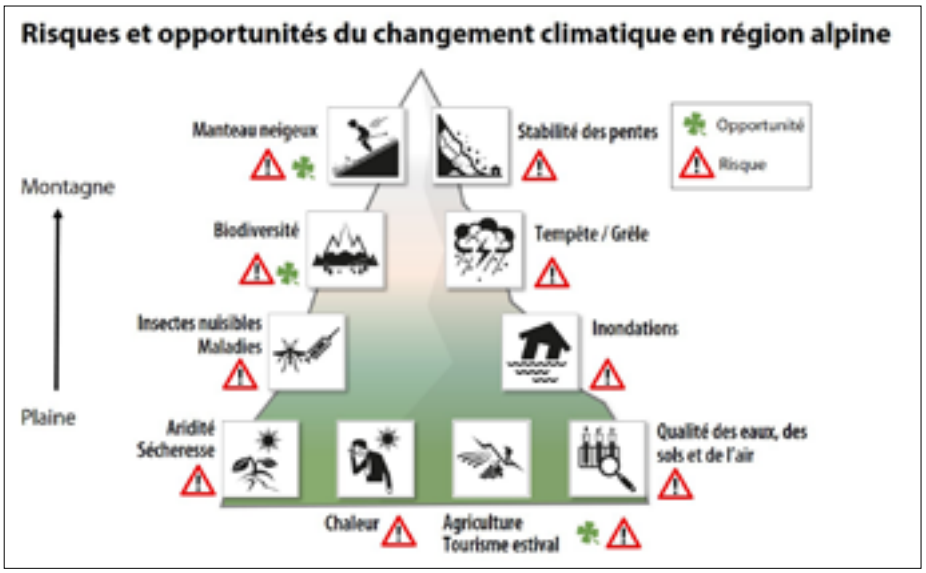
> *« C'est dans la résistance solidaire que nous découvrons, en même temps, les germes d'une société alternative. »*

Mais depuis longtemps déjà, il n'est plus «minuit moins cinq». Nous sommes confrontés à cette réalité désagréable: la révolution mondiale nécessaire n'est pas imminente. L'exemple de la nécessaire réorganisation du paysage montre en outre clairement que, même si une révolution mondiale avait déjà eu lieu, nous ne pourrions pas empêcher toutes les catastrophes. L'ampleur des tâches nécessaires pour faire face aux risques naturels est tout simplement trop grande.

Notre rôle ne se limite pas à défendre la nécessité d'une révolution écosocialiste et à proposer des voies crédibles pour parvenir à une rupture socialiste avec le capitalisme.

Nous devons également nous préparer à ce que les effets du changement climatique se manifestent et ne puissent plus être entièrement évités. Cela doit entraîner un changement, modeste mais significatif, dans l'orientation de notre argumentation: la solidarité et l'entraide face aux catastrophes prennent de l'importance si nous voulons minimiser les effets du cataclysme climatique à venir. Nous sommes en mesure de promouvoir cette perspective, car c'est dans la résistance solidaire que nous découvrons, en même temps, les germes d'une société alternative. Les organisations de gauche doivent constituer la structure sur laquelle peut s'appuyer une approche solidaire face aux crises à venir.

Le 28 août 2026



Risques et opportunités du changement climatique dans les pays alpins. © OFEV et Köllner et al. (2017), réarrangé / Météosuisse.

8) Voir l'article de Daniel Tanuro et Christine Poupin dans ce numéro.

Camp de jeunes 2026: Hoch die internationale Solidarität!

Comme chaque année, la Quatrième Internationale organise des rencontres internationales de jeunes, fin juillet. Cette année, elles ont été organisées par les camarades suisses du MPS, en Allemagne.

Par
Emil Schneider et
Eylem

C'est la fin d'une longue semaine, et bien que la plupart des camarades soient déjà épuisé·es, beaucoup bloquent les bus des délégations qui tentent de quitter les lieux, tandis que d'autres participent à la plus grande fête de la semaine… après s'être cotisé·es pour racheter le stock du bar et le partager. Pendant ce temps, d'autres camarades cherchent comment se rendre à l'aéroport le lendemain.

Le camp s'achève tranquillement et plus de 300 camarades vont devoir retrouver leur quotidien après une semaine de solidarité entre jeunes venu·es de nombreux pays. Le retour à la dure réalité est parfois difficile et suscite un brin de tristesse, mais il nous donne aussi envie de participer au camp l'année prochaine en France!

Déroulement du camp

Lors de ces trois années qui ont suivi la pandémie de Covid, le camp de jeunes de la Quatrième Internationale a progressivement retrouvé son rythme; cette année, plus de 320 camarades venu·es de plus de 20 pays y ont participé, soit une vingtaine de participant·es de plus que l'an dernier. Cette augmentation constante du nombre de participant·es témoigne une fois de plus de notre engagement commun dans la lutte contre le capitalisme, le fascisme et toutes les formes de systèmes oppressifs.

C'est en 1984 que le camp s'était tenu la première et la dernière fois en Allemagne. Le contexte politique était alors radicalement différent: la guerre froide battait son plein et la division entre Allemagne de l'Est et de l'Ouest était une réalité. Pour de nombreux militant·es de gauche, la révolution nicaraguayenne représentait encore l'espoir d'une alternative au modèle stalinien. En 1984, un camarade nicaraguayen s'était vu refuser un visa avant de finalement réussir à rejoindre le camp. Aujourd'hui, les défis auxquels l'Allemagne est confrontée diffèrent: l'AfD arrive en tête des sondages et la coalition au pouvoir met déjà en œuvre des politiques qui font écho au programme de ce parti.

Le programme de l'édition 2026

Le programme du camp proposait un large éventail d'activités, d'ateliers, de sessions éducatives, de rassemblements et d'autres événements favorisant les discussions politiques sous diverses formes. Nous avons abordé des analyses théoriques approfondies tout en participant à des ateliers pratiques, notamment sur l'organisation de manifestations. Chaque journée était consacrée à une thématique

> *« Lors de ces trois années qui ont suivi la pandémie de Covid, le camp a progressivement retrouvé son rythme. »*



bfs
Bewegung für den Sozialismus

Emil Schneider et Eylem

Emil Schneider et Eylem sont membres du Mouvement pour le socialisme (Bewegung für den Sozialismus en allemand). Le MPS/BFS est une organisation socialiste active en Suisse. C'est une organisation observatrice permanente de la Quatrième Internationale.

https://bfs-mps.ch

spécifique: anti-impérialisme, antifascisme, féminisme, libération queer, écosocialisme, antiracisme, monde du travail et syndicalisme, ainsi que la thématique stratégie et parti.

Lorsque le besoin d'une pause se faisait sentir en raison de l'intensité des débats, nous disposions d'un espace de détente. Si nous ressentions l'envie d'échanger avec des camarades vivant dans des systèmes oppressifs similaires, des espaces dédiés étaient prévus à cet effet: pour les personnes en situation de handicap et neurodivergentes, pour les personnes trans, féministes, LGBTQI+ et racisées. L'existence de tels espaces était nécessaire malgré tous nos efforts pour rendre les lieux inclusifs, car des systèmes discriminatoires, des inégalités d'accès aux ressources et des hiérarchies persistantes continuaient à se reproduire au sein du camp.

> *« Le programme était, comme toujours, très dense et stimulant. »*

Les meetings constituent un volet exaltant et mobilisateur du camp; malheureusement, nous avons dû cette année annuler le meeting féministe. Nous avons commis des erreurs dans la planification et la définition des priorités, ce qui illustre les problèmes structurels de nos organisations face au sexisme. Il est révélateur que nous ayons consacré beaucoup d'énergie à l'organisation du meeting d'ouverture – avec de nombreux·ses intervenant·es – sans réaliser que le meeting féministe ne disposait pas d'un véritable espace de préparation ou n'avait pas été préparé en amont. D'autres meetings ont mis en lumière la diversité des luttes en cours, telles que la lutte contre le G7, le combat pour une Papouasie occidentale libre et la lutte contre la montée meurtrière de la transphobie à travers le monde.

Les commissions permanentes, qui travaillent une thématique tout au long de la semaine, étaient bien préparées et ont donné lieu à un moment très apprécié lors du meeting de clôture, à des discussions intéressantes autour du *Manifeste écosocialiste* de la Quatrième Internationale, ainsi qu'à des échanges sur la manière de bâtir des organisations de jeunesse et de relever les défis auxquels elles sont confrontées.

Le camp de jeunes offrait aussi d'autres activités – telles que des rencontres entre délégations, des soirées chant, des fêtes, etc. – qui sont toutes, à divers titres, essentielles à la réussite du camp.

Dans l'ensemble, le programme était, comme toujours, très dense et stimulant, mais aussi épuisant, en particulier pour les camarades neurodivergent·es. Nous peinons encore à trouver des moyens de relever ce défi et de faire du camp un lieu plus inclusif pour tou·tes les camarades.

Bien que les camarades regrettent à juste titre que le manque de ressources conduise le camp à être une initiative européenne, la présence de camarades venu·es du monde entier – notamment d'Argentine, du Brésil, du Mexique, de Hong Kong, d'Indonésie, de Lettonie, des Philippines, de Turquie et d'Ukraine – a enrichi notre rencontre. Nous avons noué des liens durables, conscients que la solidarité internationale est ce qui nous unit avant tout.

L'organisation du camp

Bien sûr, l'organisation d'un tel camp représente un défi. Plus de 30 bénévoles venu·es de différents pays ainsi que la nature autogérée du camp ont permis que tout se déroule au mieux. Les bénévoles nous ont aidé·es en conduisant d'innombrables camarades aux gares, en préparant le petit-déjeuner dès 6 heures du matin, en assurant les soins médicaux, la sécurité, le montage et le démontage, la traduction, la sonorisation, la coordination du nettoyage, etc. Bien entendu, nous avons rencontré des difficultés et tout ne s'est pas toujours passé sans accroc, mais nous avons géré la situation du mieux que nous pouvions et la plupart des problèmes ont été résolus de manière satisfaisante.

Quelques éléments ont échappé à notre contrôle… comme la météo: au début, nous avons eu très froid, avec des nuits qui nous ont donné l'impression d'être en hiver, et de la pluie, avant que, au fil de la semaine, l'ambiance devienne plus estivale.

En tant qu'équipe d'organisation n'ayant jamais entrepris une telle démarche auparavant, nous nous sommes parfois senti·es submergé·es par les tâches liées à la mise en place d'un tel camp de jeunes. Grâce à l'aide de camarades issu·es de différentes délégations, nous avons tout de même réussi à organiser ce camp. De nombreux·ses camarades étaient extrêmement épuisé·es et stressé·es durant l'événement; cela a mis en lumière à quel point l'action essentielle, pour les révolutionnaires, de se soutenir mutuellement et de prendre soin les un·es des autres est au cœur de la camaraderie.

La délégation Bewegung für den Sozialismus/Mouvement pour le socialisme/Movimento per il Socialismo (BFS/MPS) a trouvé le camp très enrichissant. Pour beaucoup d'entre nous, dont c'était le premier camp international de jeunesse, il a été très inspirant: c'est incroyable de repenser à nos débuts il y a seulement deux ans: nous n'étions que trois participant·es, et très peu d'entre nous avaient déjà participé à plus de deux camps. Venant d'un pays où on a l'impression de stagner alors que le monde est en feu, le contact avec tant de camarades venu·es du monde entier a été une source d'inspiration immense. Nous avons pu observer que nous luttons toutes et tous avec des traditions communes, y compris avec celles et ceux qui viennent de contextes politiques bien plus difficiles. C'est profondément stimulant.

Dans l'ensemble, le camp a été apprécié de tou·tes; il nous a donné de l'espoir et de la motivation, et nous a rapproché·es, tant entre camarades de délégations différentes qu'au sein de notre propre organisation.

Hoch die internationale Solidarität! – Vive la solidarité internationale!

Le 1er septembre 2026



En cuisine, les camarades du BFS ont accompli un travail formidable. © Inprecor.

Une jeunesse prête à lutter

Chaque année, lors du camp international, se déroule un meeting qui rassemble des camarades venu·es de pays rarement représentés ou dans lesquels se produisent des événements particulièrement significatifs. Nous publions leurs interventions, qui ont été chaleureusement applaudies.

Pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons publier les véritables prénoms et les photos de nos camarades d'Ukraine, d'Indonésie et des Philippines.
Photos © Noam Ben Taleb.

États-Unis



Je m'appelle Jodie. J'habite dans l'Ohio, aux États-Unis. La ville où j'habite est petite, rurale et conservatrice. Autant dire que je vis en terre MAGA. De ce fait, mon militantisme est différent de celui de beaucoup d'entre vous. Mes victoires sont modestes, mais elles sont importantes. Nous essayons de sensibiliser le public aux guerres menées contre les populations, à l'étranger comme dans le pays.

Vous êtes au courant des meurtres commis par l'ICE. La semaine dernière encore, nous avons perdu deux autres personnes, victimes de cette violence d'État. La première était Lorenzo Salgado Araujo, âgé de 52 ans. Il vivait au Texas, mais était originaire du Mexique; l'autre était Johan Sebastián Durán Guerrero, âgé de 26 ans. Il vivait dans le Maine, mais était originaire de Colombie. Je cite leurs noms pour que leurs histoires ne soient pas oubliées. Je vous invite à leur rendre hommage et à vous souvenir d'eux avec moi.

> *« Dans l'ensemble, la situation est sombre, mais je tiens à vous laisser un message d'espoir. »*

En plus des agents meurtriers de l'ICE, nous avons des policiers meurtriers qui terrorisent nos communautés. Il y a environ un mois, un bébé d'un an, Kohen Wiley, a été abattu par la police alors qu'il était dans les bras de sa mère. La raison ? Sa mère était accusée d'avoir volé un paquet de couches. L'avocat qui représente la famille de Kohen Wiley représente également celle de Nolan Wells, un jeune Afro-Américain de 18 ans. Sur le point d'entamer sa deuxième année d'études supérieures, il s'était rendu sur une île du Mississippi avec ses amis pour fêter le Jour de l'Indépendance, et il n'est jamais rentré chez lui. Son corps a été retrouvé deux jours plus tard dans des circonstances suspectes. Nous ne savons pas encore ce qui lui est arrivé. Cela montre que les Américain·es victimes de discrimination raciale ne sont pas en sécurité, et pas seulement à cause de la police.

Pour couronner le tout, nos droits nous sont retirés l'un après l'autre. Nous avons perdu les garanties relatives au droit à l'avortement. La dernière disposition restante de la loi sur le droit de vote (Voting Rights Act), cette législation pour laquelle Martin Luther King et d'autres se sont battu·es avec tant d'acharnement, a récemment été abrogée. Et ainsi, deux États conservateurs mettent déjà en place des obstacles pour rendre le vote moins accessible aux Américain·es issu·es de minorités ethniques, aux femmes, aux pauvres et aux transgenres.

Notre gouvernement commet des actes répréhensibles, tout comme bon nombre des vôtres. Dans l'ensemble, la situation est sombre, mais je tiens à vous laisser un message d'espoir. De nouveaux syndicats voient le jour presque quotidiennement, en particulier dans le secteur des services. Le mouvement MAGA s'affaiblit de jour en jour, et si nous parvenons à accueillir avec compréhension celles et ceux qui le quittent, nous pourrons les intégrer à notre combat. Nous devons être prêt·es à les accepter. Comme je l'ai dit au début, je viens du pays MAGA. Ma famille est conservatrice. Elle a voté pour Trump. Mais je suis ici parce que des personnes ont pris le temps d'écouter mes questions stupides sans me juger, et de me donner les informations dont j'avais besoin pour déconstruire mes préjugés.

Nous sommes toujours plus fort·es ensemble que séparé·es.



Argentine



Je m'appelle Cata, je viens d'Argentine et je milite à Marabunta. Nous venons de territoires sous pression permanente de l'extractivisme des capitalistes. Avec ses armes matérielles et idéologiques de destruction, l'impérialisme attaque nos peuples et nos territoires. Là, la reproduction sociale pèse de plus en plus sur nos corps et nos cerveaux, notamment ceux des femmes et des racisé·es. Souvent, nous devons quitter des territoires qui ont été colonisés et où nous avons été systématiquement exterminé·es, physiquement et culturellement. Nous les quittons pour chercher une vie meilleure tant sur le plan économique que politique.

Mais cette spoliation n'a pas été subie sans résistance, et le capitalisme et le patriarcat n'ont pas pu venir à bout de notre esprit combatif. Nos peuples sont dotés d'une puissante et ancestrale mémoire collective. Nous avons appris à lutter et à nous défendre contre ces attaques grâce au meilleur des méthodes héritées de l'histoire de la classe ouvrière, des peuples autochtones et des mouvements sociaux et politiques. Nous avons remporté des victoires, nous avons provoqué des étincelles qui ont fait le tour du monde.

> *« Nous avons appris à lutter et à nous défendre contre ces attaques grâce au meilleur des méthodes héritées de l'histoire de la classe ouvrière, des peuples autochtones et des mouvements sociaux et politiques. »*

Dans le monde en ruines que ce système nous laisse, il nous reste un travail colossal à accomplir. Notre imagination et notre sens politique sont sans cesse mis à l'épreuve pour remettre au centre la vie humaine et la nature. Nous devons préparer nos corps, nos organisations, nos partis, nos mouvements et nos peuples à la révolution. Nous en avons besoin de toute urgence, car la limite écologique se rapproche de plus en plus et parce que le pouvoir invente toujours plus de méthodes pour nous détruire et nous faire disparaître, même s'il n'y est pas encore parvenu.

Pour toutes ces raisons, camarades, nous devons vaincre, et forger un pouvoir populaire, syndical, trans, féministe, anti-impérialiste et antiraciste, partant de la base. Notre principal outil pour cela est la solidarité internationale. Avec elle, nous allons construire la révolte contre l'ordre établi, prendre d'assaut le ciel et construire, une fois pour toutes, la vie que nous voulons vivre. Camarades, nous allons vaincre et nous allons rendre le monde plus beau. C'est aussi pour cela que nous disons : « Vive la Quatrième Internationale ! »

Brésil

Je m'appelle Fabi et je viens du Brésil, je suis membre du Movimento Esquerda Socialista et de Juntos, qui est notre mouvement de jeunesse.

J'aimerais aborder avec vous différents points que nous estimons fondamentaux en cette période de crise multiple.

La première chose est d'identifier le plus grand ennemi de la classe ouvrière mondiale. Cela ne signifie pas que nous devons nier les autres formes d'impérialisme, comme l'agression russe contre le peuple ukrainien ou celle de la Chine aux Philippines, mais nous considérons que c'est Trump qui organise l'extrême droite mondiale. Dans une dangereuse union entre l'impérialisme et le fascisme.

Bien qu'il ait été battu en Iran, il a recommencé à l'attaquer, tout comme l'Amérique latine. Le 3 janvier dernier, nous avons vécu l'invasion du Venezuela et l'enlèvement de Maduro, comme nous avons constaté l'ingérence des États-Unis dans les élections colombiennes. Cuba est également en grand danger car les États-Unis veulent mettre fin à cette expérience, peut-être dès cette année. En octobre prochain, nous allons également avoir des élections au Brésil, où la famille Bolsonaro travaille de concert avec Donald Trump pour bafouer notre souveraineté.

Dans cette situation, j'aimerais aborder mon deuxième point, qui est l'importance et le rôle de la jeunesse. Nous assistons dans de nombreux pays à la montée en puissance d'une nouvelle génération qui descend dans la rue non seulement pour dénoncer le fascisme, mais aussi pour revendiquer le droit de vivre, de travailler et d'étudier. C'est ce que nous devons faire, camarades : organiser l'indignation que porte la jeunesse.

La jeunesse n'a pas été indifférente au plus grand génocide de notre génération, celui qui continue en Palestine. Et ce sont également les jeunes qui, pour la première fois dans l'histoire de la COP, ont brisé le blocus de la « zone bleue » aux côtés des peuples autochtones du Brésil.

Face à cette situation, aux défis auxquels nous faisons face, au moment historique que nous vivons, nous devons affirmer que la Quatrième Internationale est notre meilleur outil. La Quatrième Internationale a survécu au fascisme, au néolibéralisme et à la dégé-

nérescence de la vieille gauche. Près de 90 ans après sa création, nous pouvons affirmer que l'idée de la libération du monde est toujours vivante. La Quatrième Internationale joue aujourd'hui un rôle fondamental, comme l'a montré l'expérience de la première conférence internationale antifasciste de Porto Alegre au Brésil. Cette dernière sera prochainement prolongée par une conférence en Argentine pour affronter Milei et affirmer que si les organisations fascistes s'organisent à l'échelle mondiale, nous aussi!

Pour conclure, j'aimerais vous présenter un slogan que nous avons chanté au Brésil: *«Yanquis fora da America Latina! Israël fora das terras palestinas!* Yankees hors d'Amérique latine! Israël hors des terres palestiniennes!»



De nombreuses formations ont été présentées tout au long de la semaine.

Ukraine

Je suis membre du syndicat étudiant Priama Diia (Action directe). J'ai décidé de ne pas parler de la guerre ce soir, car je ne veux pas jouer le rôle de la victime toute ma vie, même si, très probablement cette année, je deviendrai un réfugié. Et aussi parce que je pense que vous savez ce que sont les horreurs de la guerre, même si vous ne les avez pas vécues. Des personnes que je connais sont mortes, mes amis ont perdu des membres, et un jour, je ne me réveillerai peut-être pas, parce que mon appartement aura été touché par un missile balistique.

Mais aujourd'hui, j'ai décidé de vous raconter quelque chose de plus réconfortant et peut-être de plus inspirant. J'aimerais commencer par vous remercier tous. Je tiens à ce que vous sachiez que chaque rencontre ici a représenté une expérience particulièrement agréable. C'est pour moi une véritable expérience d'internationalisme. C'est aussi la première fois que je me rends à l'étranger. L'internationalisme est une vision selon laquelle nous devrions renforcer la coopération entre les nations ou les ethnies, et ce camp est un microcosme, une petite bulle. L'internationalisme, ici, est le partage de nos connaissances et de nos expériences, ce qui est très enrichissant et utile.

J'aimerais que vous puissiez tirer des enseignements de ce que les Ukrainien·nes vivent et que je vais vous raconter. Il s'agit de notre solidarité dans notre résistance à l'invasion russe. Dès les premiers mois de celle-ci, et aujourd'hui encore, le pays a appris à mieux soutenir la résistance: une grande majorité de la population consacre une partie de son salaire au soutien à l'armée afin qu'elle puisse acheter un meilleur équipement, bénéficier de soins médicaux, etc. Nous disposons d'un nombre considérable de bénévoles, de réseaux de bénévoles, de personnes issues de tous les horizons qui apprennent à fabriquer des drones à la maison. Il y a même des grand-mères qui, pendant leur temps libre, confectionnent des filets de camouflage pour nos véhicules militaires.

Je pense que pour les Ukrainien·nes, cette résistance est presque devenue comparable au mythe de la Grande Guerre patriotique pour les Russes. Et j'espère que toutes vos luttes bénéficieront également de la solidarité de votre peuple et des personnes d'autres ethnies. Nous devrions tous être unis dans nos luttes internationalistes, anti-impérialistes et anticolonialistes: de l'Ukraine à la Palestine, en passant par les luttes des Amérindien·nes et au Myanmar – où la junte recourt à des escadrons de la mort et est soutenue par des livraisons d'armes de la Russie et de la Chine. Tandis que l'Inde n'a aucun scrupule à reconnaître ce régime et à entretenir des relations commerciales avec lui. Les internationalistes ne peuvent en aucun cas être «campistes», car être «campiste», c'est simplement soutenir le camp adverse, le regarder sans esprit critique.

Les internationalistes ne peuvent jamais être neutres. Être neutre, c'est se rendre complice du génocide, du colonialisme et de l'impérialisme. Être neutre, c'est ignorer la lutte de vos camarades étranger·es. Alors que de nombreux militant·es de gauche, «neutres», font campagne pour qu'aucune arme ne soit envoyée en Ukraine, aucun·e d'entre eux n'a milité pour mettre fin à l'achat de pétrole russe, alors que la majorité des pays de l'Union européenne continue à le faire. Les bénéfices générés vont directement dans les poches des oligarques russes qui financent les crimes contre l'humanité commis en Ukraine.

L'internationalisme est au cœur de notre mouvement, et c'est, je crois, notre point fort. Alors que nos adversaires peuvent se laisser entraîner par des nationalistes mesquins ou dans des querelles conservatrices, nous essayons de rester unis et solidaires les un·es envers les autres. Je suis très heureux de pouvoir toujours compter sur mes camarades en Ukraine et à l'étranger, et sur leur aide, qu'elle soit matérielle, morale ou autre, et j'espère que vous pourrez cultiver ce type de relations au sein de vos organisations, dans votre pays, avec vos concitoyens et avec vos camarades étranger·es. Des relations dans lesquelles vous pouvez toujours compter sur une aide. C'est cela, la solidarité, et c'est une des facettes de l'internationalisme. «De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime!»



Indonésie

Je m'appelle Suci et je fais partie de Perempuan Maharlika, ce qui signifie «femme libre». Nous venons d'Indonésie. Avant de commencer mon discours, je voudrais que vous disiez tous avec moi «le pouvoir au peuple» en bahasa: *«Hidup Rakyat!»*

Nous sommes une organisation féministe socialiste qui rassemble des femmes issues de toute l'Indonésie. Nous sommes donc confrontées à de nombreux problèmes, mais je concentrerai mon discours sur la Papouasie, une partie de l'Indonésie dont les habitant·es revendiquent leur indépendance vis-à-vis de cet État. Nous sommes solidaires de leur combat. Pour vous donner des éléments de contexte, le gouvernement indonésien colonise la Papouasie depuis plus de 60 ans. Depuis toutes ces années, l'Indonésie se rend coupable de génocide, d'écocide, d'ethnocide et de féminicide à l'encontre du peuple papou, et ces agissements deviennent chaque jour plus brutaux. Le gouvernement indonésien colonise la Papouasie pour son or, son nickel, son charbon, son énergie géothermique et son bioéthanol. Pour mener à bien tous ces programmes extractivistes, l'Indonésie a déployé près de 18 000 soldats en Papouasie. Une densité en forces de sécurité six fois supérieure à ce qu'elle est sur le reste de l'Indonésie. Cette présence militaire massive dans diverses régions de la Papouasie a provoqué des traumatismes, des intimidations et des déplacements de population. Cette opération militaire a contraint plus de 130 000 Papou·es à fuir leurs foyers au cours des huit dernières années.

En Papouasie, les corps des femmes sont des champs de bataille. Ils constituent la cible principale pour assurer la soumission et l'obéissance à toute occupation militaire sur le territoire papou. Les meurtres de femmes autochtones papoues sont d'une brutalité extrême. Elles sont violées, abattues, brûlées et mutilées pour avoir élevé la voix et défendu leurs foyers, leurs forêts et leurs terres. Il y a deux semaines, une femme nommée Melkiana Duwitau, enceinte de sept mois, est décédée après avoir été touchée par une balle perdue à l'intérieur de son domicile. Ce n'est là qu'un exemple, parmi d'innombrables autres, de femmes papoues et de Papous qui ont perdu la vie en défendant leurs terres.

Nous nous sommes organisé·es, nous dispensons une éducation politique, nous organisons des manifestations, nous renforçons la solidarité et nous exigeons que le gouvernement indonésien retire toutes ses forces militaires de la Papouasie. Il s'agit de garantir au peuple papou le droit à l'autodétermination. La situation que je viens de décrire ne rend peut-être pas pleinement compte de ce à quoi le peuple papou est confronté au quotidien. Nous ne pouvons peut-être pas imaginer ce que c'est que de survivre sur une terre occupée. Mais en tant qu'êtres humains, nous avons de la force et de la solidarité.

Pour conclure mon discours, je tiens donc à lancer un appel à tous les camarades ici présents. Lorsque vous parlez de la Palestine, du Soudan ou du Congo, n'oubliez jamais de prendre également la parole en faveur de la Papouasie.

Répétez avec moi *«Papua bukan tanah kosong!»*, qui signifie «La Papouasie n'est pas une terre vide!» *Papua bukan tanah kosong! Hidup Rakyat!* Liberté pour la Papouasie occidentale!

Philippines

Je m'appelle Isabel, du Rebolusyonaryong Partido ng Manggagawa – Mindanao, ou Parti révolutionnaire des travailleurs de Mindanao.

Mindanao se trouve au sud des Philippines. C'est là que je vis. Les Philippines connaissent un développement capitaliste arriéré et inégal. Notre organisation repose sur une approche axée sur trois groupes de population, le concept de «tri-people». Le premier groupe désigne les peuples autochtones, que nous appelons les Lumad. Le deuxième, les «Moro», correspond aux musulman·es. Le troisième, ce sont les migrant·es ou les colons chrétiens.

Mindanao a donc une longue histoire de conflits enracinés dans le colonialisme, la spoliation foncière et la discrimination. Plutôt que de laisser ces divisions perdurer, nous œuvrons à forger une unité fondée sur des luttes communes pour la justice, la paix et l'autodétermination. Parallèlement, nous organisons des mouvements dans de multiples secteurs: la paysannerie, les travailleur·ses, les femmes, les pauvres des zones urbaines et rurales, les travailleur·ses migrant·es, les communautés LGBTQ et la jeunesse. Bien que chaque secteur subisse une forme différente d'oppression, nos luttes sont étroitement liées. Que nous luttions pour la souveraineté alimentaire, la paix, le droit à l'autodétermination, les droits des travailleur·ses ou la justice climatique, ces luttes doivent tendre vers notre objectif plus large. Et cet objectif, c'est l'écosocialisme.

> *«Lorsque vous parlez de la Palestine, du Soudan ou du Congo, n'oubliez jamais la Papouasie.»*

Concernant le contexte politique, il faut savoir que l'État philippin est profondément dysfonctionnel. La corruption continue d'affecter de nombreuses institutions, le pouvoir exécutif domine et le pouvoir judiciaire ne peut pas agir en toute indépendance. Le pouvoir politique reste concentré entre les mains de familles de l'élite. À travers des dynasties politiques, seules quelques familles dominent la politique nationale et locale. Notre direction politique actuelle reflète également des intérêts géopolitiques contradictoires. Le président a renforcé les liens avec les États-Unis, tandis que le vice-président se tourne vers la Chine; les tensions continuent de s'intensifier en mer des Philippines occidentales (qu'ils appellent la mer de Chine méridionale). La Chine, par le biais de confrontations maritimes répétées, harcèle des navires des Philippines et d'autres pays autour de cette zone. L'Accord de coopération renforcée en matière de défense (Enhanced Defense Cooperation Agreement – EDCA) offre aux États-Unis un accès élargi à certaines bases militaires philippines pour des déploiements, des exercices conjoints et le prépositionnement de matériel militaire. Par ailleurs, certains Israélien·nes colonisent une île aux Philippines et tentent d'y construire une synagogue.

Concernant nos réalités socio-économiques et nos luttes, la situation des populations marginalisées reste critique. Le salaire minimum quotidien n'est que d'environ 500 pesos, à peu près 7 euros par jour. Et de nombreux·ses travailleur·ses agricoles gagnent encore moins en raison du caractère saisonnier de leur emploi et de la précarité de leurs revenus. L'agriculture continue de décliner à la suite de décennies de libéralisation commerciale qui ont ouvert le marché des Philippines aux importations à bas prix. Ainsi, aujourd'hui, bien que les Philippines soient un pays agricole, nous sommes le plus grand importateur de riz au monde.

La migration est devenue une autre stratégie de survie. Des millions de Philippin·es quittent le pays à la recherche d'un emploi. Les transferts de fonds des travail-

leur·ses migrant·es s'élèvent à environ 37 milliards de dollars en 2023, ce qui représente environ 8,5 % du produit intérieur brut (PIB) des Philippines.

Parmi les travailleur·ses, notre campagne se poursuit pour mettre fin à l'«endo» (end of contract). Les capitalistes utilisent un «Labor-only contracting», qui prive les travailleur·ses de la sécurité de l'emploi. Il a également affaibli les syndicats et empêché de nombreux·ses travailleur·ses de conclure des conventions collectives. Face à ces conditions, nous nous concentrons sur la construction du pouvoir populaire par en bas. Nous sommes convaincu·es que de nombreuses transformations sociales significatives et durables ne peuvent pas simplement être mises en œuvre de manière descendante. Elles doivent résulter de la participation organisée du peuple, de ceux qui vivent eux-mêmes ces luttes.

Notre stratégie est la révolution socialiste. Elle passe par le lancement de mobilisations révolutionnaires de masse, qui se traduisent par des luttes écologiques et démocratiques pour la justice climatique et l'émancipation sociale. Celles-ci peuvent être pérennisées grâce à la participation de la plus large partie de la population, en particulier des jeunes, et sous la direction de la frange la plus consciente de la classe ouvrière. Notre plus grand défi ici, dans ce camp, est donc de traduire nos idées en une organisation concrète, en actions collectives et par la construction d'un mouvement au sein de nos communautés. Nous passons de la théorie à la pratique, de la solidarité locale à la solidarité mondiale. Je terminerai par cette formule: «sans l'écosocialisme, la paysannerie n'a pas d'avenir, et l'écosocialisme n'est plus concevable sans la paysannerie».

Le 21 juillet 2026

Militer en Lettonie

En marge du camp international de jeunes, un camarade présente la place de la Lettonie dans les rapports de forces internationaux, la répression dans le pays et les possibilités d'y militer quand on est socialiste.

Entretien avec Janis

Quelle est la place de la Lettonie dans les rapports de forces internationaux ?

Après la Seconde Guerre mondiale, la Lettonie a été occupée par l'Union soviétique et, dans les années 1960 et 1970, il y a eu une forte industrialisation du pays avec l'importation de travailleur·ses soviétiques. Pas seulement des Russes, mais aussi des personnes venant du Tadjikistan, d'Ouzbékistan, etc. L'industrialisation s'est faite principalement autour des projets d'infrastructures russes. Dans les années 1990, quand l'Union soviétique s'est effondrée, beaucoup de ces travailleur·ses importé·es et leurs familles n'ont pas obtenu la nationalité. Ils ont reçu des passeports d'étranger, qui ne donnent pas le droit de vote, de créer des partis politiques, de se présenter aux élections, d'organiser des actions citoyennes ou des grèves de protestation, ni de travailler dans certains ministères.

Les russophones représentent près de 40 % de la société lettone, c'est une part très importante. Environ la moitié des russophones ont des ancêtres ici depuis l'époque impériale et ont donc obtenu la nationalité lettone.

L'Union européenne a exigé la suppression du passeport d'étranger, donc les gens ne naissent plus avec des passeports d'étranger, et seuls restent en possession de tels passeports les personnes qui sont nées avant la réforme. Et on peut passer des examens, comme des tests de langue ou d'histoire, pour obtenir la pleine citoyenneté. Et on peut aller à l'école ou envoyer ses enfants à l'école et apprendre la langue lettone.

Quand on a un passeport d'étranger, on peut se rendre en Fédération de Russie sans visa, mais pas si on est ressortissant letton. À l'inverse, il est difficile pour les titulaires d'un passeport d'étranger de voyager au sein de l'Union européenne. Et lorsque vous atteignez l'âge de 15 ans, si vous êtes titulaire d'un passeport d'étranger, vous pouvez passer des examens de langue et d'histoire afin d'obtenir la citoyenneté à part entière et de renoncer à votre passeport d'étranger. Une autre solution consiste à ce que vos parents, s'ils ne possèdent pas la nationalité lettone, l'obtiennent, ce qui confère automatiquement la nationalité à leurs enfants.

Cette situation, conjuguée à l'interdiction de la langue russe dans les médias subventionnés par l'État, éloigne les Russes de tout sentiment d'appartenance à la Lettonie: il devient plus facile pour

Janis

Janis est militant d'un centre communautaire, membre du mouvement pour une Palestine libre, et aussi l'un des principaux organisateurs du salon du livre anarchiste balte, et d'une association de défense des réfugié·es.
Pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons publier ni son vrai nom ni sa photo.
Propos recueillis par Antoine Larrache.



les Russes de Lettonie de consommer des médias provenant de Russie, et ils évitent tout ce qui a trait à l'État letton, au pays et au peuple letton. Cela crée deux bulles ethniques distinctes, deux bulles culturelles.

Quels sont les changements intervenus après l'effondrement de l'URSS concernant la propriété : quelles sont les principales entreprises, et comment la population gère-t-elle cela, en particulier en lien avec cette question ethnique ?

Après l'effondrement de l'URSS, les personnes qui étaient à la tête du nouveau gouvernement ont prétendu qu'elles allaient transformer la Lettonie en une nouvelle «Suisse de l'Est». Et elles voulaient que des investisseurs d'Asie centrale, du Caucase et de Russie investissent. Nous avions de nombreuses banques mais beaucoup ont fait faillite, notamment en raison de l'absence de réglementation bancaire. Notre secteur industriel se portait plutôt bien, mais notre niveau d'industrialisation restait très faible et notre économie reposait presque entièrement sur le secteur bancaire.

« La crise de 2008 a été très dure en Lettonie. Nous avons alors perdu 20 % de notre PIB. »

La crise de 2008 a été très dure en Lettonie. Nous avons alors perdu 20 % de notre PIB. Personnellement, j'en garde un très mauvais souvenir : on n'avait plus rien à manger dans notre réfrigérateur. Il y a aussi eu une privatisation massive depuis les années 90. Et quand la crise a éclaté, la seule solution à laquelle les politiciens ont pu penser, c'était encore plus d'austérité, et encore plus de privatisations. Nous sommes devenus en quelque sorte l'enfant chéri du néolibéralisme.

La Lettonie s'est complètement ouverte aux investissements étrangers, au capital étranger et les principaux capitalistes sont des entreprises suédoises et russes. Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, beaucoup d'entre elles ont été fermées de force en raison de leurs liens avec le gouvernement russe. Nous avons des banques norvégiennes et la plus grande banque en Lettonie est la banque suédoise Swedbank. Il y a aussi le dixième plus grand investisseur européen dans les colonies de Cisjordanie.

La bourgeoisie internationale est bien plus unie que le prolétariat international. Les nationalistes aux poches bien pleines répandent la haine, ils essaient de déshumaniser et d'opposer les différentes ethnies. Mais en réalité, on a des preuves qu'ils travaillent ensemble : ils se rendent à des événements ensemble, ils s'entraident financièrement. Par exemple, le plus grand parti nationaliste letton, l'Alliance nationale, a des contacts avec des oligarques pro-Kremlin en Russie, qui le financent. Nous avons beaucoup d'investissements russes, beaucoup d'entreprises qui sont lettones, mais qui sont financées par des capitaux russes.

Comment se positionne le gouvernement ?

Le gouvernement précédent était opposé aux investissements étrangers, en particulier russes. Mais maintenant que notre gouvernement s'est effondré et qu'il y a beaucoup plus de partis de droite dans la coalition, ils prétendent s'y opposer mais en réalité ça ne les dérange pas.

Ils acceptent des investissements de l'Union européenne pour des projets d'infrastructure. La droite reçoit de l'argent de la Russie, comme cela se passe partout en Europe, avec Le Pen et d'autres politicien·nes.

Quelles sont les réactions des syndicats de la classe ouvrière ?

On n'a absolument pas de mouvement ouvrier en Lettonie. On n'a pas vraiment de syndicats de gauche, on n'a que des syndicats jaunes et les gens ne leur font pas confiance.

En URSS, les syndicats n'étaient pas vraiment bien vus. Ils jouaient le rôle de médiateurs entre l'État, le parti, la nomenklatura et les travailleur·ses. La fonction d'un syndicat était de maintenir une certaine «hygiène» sur le lieu de travail, et non de remettre en cause le système du parti – ils étaient en effet soumis au Parti communiste. Il n'était pas possible de réclamer de meilleurs salaires ou de meilleures conditions de travail, mais on pouvait, par exemple, dénoncer son patron. Quoi qu'il en soit, les salaires et les prix étaient fixés par l'appareil d'État. Pour illustrer l'absence de pouvoir des travailleurs en URSS, le 1er mai n'était pas organisé par les syndicats, mais par l'État soviétique. Dans les pays du Pacte de Varsovie (à l'exception de l'URSS), lorsque le régime soviétique a commencé à s'effondrer, les syndicats se sont tournés vers le capital occidental. Ce sont eux qui ont introduit le néolibéralisme dans la sphère post-soviétique. Ça a conduit beaucoup de travailleur·ses d'Europe de l'Est à se détourner des syndicats. Et les gens pensaient que n'importe quoi valait mieux que ce qu'on avait à l'époque, que le néolibéralisme serait meilleur que le système soviétique. Mais en réalité ça a été un énorme bordel. Maintenant, les gens se fichent complètement des syndicats ou ne savent même pas ce que c'est.

Cependant, l'année 2026 a également donné lieu à quelques résultats encourageants. Tout d'abord, à l'approche des élections législatives, les syndicats invitent les représentant·es des partis à discuter de leur programme et pour chercher le candidat le plus adapté à leurs attentes. Ensuite, deux syndicats ont commencé à manifester contre les réformes gouvernementales visant à réduire la rémunération des heures supplémentaires, et ces mêmes syndicats ont organisé cette année leur propre manifestation du 1er mai pour la première fois depuis 20 ans.

Un des projets à long terme que notre collectif souhaite mener à bien est la création d'un syndicat de gauche unitaire, en quelque sorte fédéralisé, regroupant des travailleur·ses de différents secteurs, avec un programme de gauche. Parce qu'à l'heure actuelle, on n'a que des syndicats apolitiques, très faibles, et qui collaborent avec l'État ou l'entreprise. L'un des plus grands syndicats, celui des employé·es de magasin, est plus un piège qu'un syndicat parce qu'ils rapportent tout ce qui se passe aux PDG et aux patrons. Ce n'est pas un syndicat.

Quelles sont les possibilités de créer des organisations de la classe ouvrière ?

Il faut d'abord faire prendre conscience qu'il existe une classe ouvrière, renforcer la conscience de classe. Aujourd'hui, il est difficile de comprendre le concept de prolétariat, de classe ouvrière, parce que la plupart des gens ne travaillent plus dans des usines. Il y a beaucoup d'employé·es dans les bureaux et d'ouvrier·es dans le secteur de la consommation, comme les hôtels, les restaurants, les parcs d'attractions, les centres commerciaux, etc.

Et les produits vendus dans les centres commerciaux sont en grande partie importés. En fait, les seules choses qui sont vraiment «made in Latvia», ce sont le pain,

le lait, les œufs, les produits chimiques, cosmétiques, pharmaceutiques et l'alcool.

Actuellement, le prix de la nourriture augmente très rapidement alors que les salaires stagnent. Mais dans l'ensemble, par rapport à d'autres pays, on s'en sort plutôt bien.

Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez ces dernières années ?

Il y en a beaucoup. Le nouveau gouvernement de droite et son ministère de l'Intérieur sont très répressifs. Il est désormais dirigé par l'Alliance nationale, qui affiche ouvertement son racisme. Ils s'opposent ouvertement aux ONG et aux militant·es. Les politiques racistes sont focalisées essentiellement contre les personnes originaires du sud: du Moyen-Orient, d'Afrique, de l'Inde, du Pakistan. En paralysant les services chargés des questions de migration et de réfugiés, ils font aussi du tort aux Ukrainien·nes, même s'ils ne l'assument pas, ainsi qu'aux migrant·es originaires de Russie ou de Biélorussie.

On a de nouveaux projets de loi réactionnaires et on dirait qu'ils vont remporter les prochaines élections qui auront lieu en octobre prochain. On a quasiment que des partis de droite, avec des positions différentes sur les questions internationales, par exemple sur les rapports entre la Russie et la Lettonie, mais une unanimité sur l'austérité. On n'a qu'un seul parti social-démocrate, qui a la possibilité de se positionner sur cette question, mais ne le fait pas. Il défend les droits sociaux, la protection sociale, une réforme fiscale progressive, mais il est essentiellement dans la réaction: il ne défend pas réellement un programme, il s'oppose surtout à l'extrême droite et à la droite.

Ce parti, est-il lié à la classe ouvrière ?

La plupart des membres sont plutôt issu·es de la classe moyenne, des intellectuel·les et des étudiant·es progressistes. Le parti se présente comme progressiste et vert. Mais il est essentiellement libéral et, lorsqu'il se soucie de l'environnement, c'est un capitalisme vert. Le parti a également une organisation de jeunesse appelée «Protests». C'est la première organisation politique de la Lettonie indépendante à se réclamer de la gauche depuis 1934. À mesure que les élections approchent, beaucoup de membres de cette organisation de jeunesse font campagne sous la bannière du parti et ils sont plutôt de gauche, ils abordent les



questions liées aux travailleur·ses, ils sont en contact avec les syndicats, ils soutiennent la Palestine. Ce que le parti ne fait pas, notamment en raison de la réputation qu'il a héritée de l'ère soviétique.

Il y a beaucoup de répression ?

L'année dernière, notre collectif a perdu son local parce que notre propriétaire avait reçu des menaces. Nous avons donc dû déménager et nous installer ailleurs. L'un de nos camarades s'est également vu interdire l'entrée en Lettonie au motif qu'il serait «extrémiste» et qu'il entretiendrait des «liens avec des organisations dangereuses en dehors de la Lettonie», mais les détails n'ont pas été communiqués, sous prétexte de secret d'État. Nous supposons qu'il a été interdit d'entrée parce qu'il avait organisé un débat sur l'idéologie et discuté du marxisme. Ce n'est pas la première fois que des mesures répressives sont prises simplement pour avoir évoqué le marxisme.

Défendre le communisme est illégal en Lettonie, comme dans tous les pays post-soviétiques, à l'exception de la Russie et de la Biélorussie. Il est considéré comme une idéologie extrémiste et terroriste, au même titre que le nazisme. Quand on est socialiste, il faut donc faire très attention, car il ne s'agit pas seulement de sanctions administratives mais aussi de sanctions pénales. On peut être communiste si on le souhaite, à titre personnel, mais on ne doit pas en faire la promotion. On ne doit pas faire de propagande et on ne peut pas porter de symboles communistes.

L'année dernière, nous avons organisé une rave caritative en soutien à la Palestine, à laquelle nous avions invité divers DJ et artistes de toute la région balte. Mais la rave a été annulée et a fait l'objet d'une descente menée par la police municipale, la police nationale, une équipe du «SWAT» et les gardes-frontières. Ils ont utilisé des bateaux à moteur et des drones. Heureusement, aucun d'entre nous n'est allé en prison; ils se sont contentés de nous infliger une amende d'une centaine d'euros.

Notre collectif n'a pas encore fait l'objet de répression depuis lors.

Mais la situation est inquiétante: comme le calme avant la tempête, on ne sait pas ce qui va se passer ensuite, parce que notre centre communautaire a maintenant rouvert dans un nouvel endroit.

Peux-tu présenter ton organisation ?

Nous sommes un centre communautaire informel, sans existence administrative, mais qui est resté soudé depuis longtemps et nous avons survécu aux pressions. Nous soutenons différents projets. L'un d'entre eux est le salon du livre anarchiste balte; avant, c'était le salon du livre anarchiste de Riga, mais à cause des répressions et grâce à l'engagement des bénévoles des pays baltes, d'Estonie et de Lituanie, nous avons lancé un salon du livre anarchiste balte.

Le but de ce salon du livre est de faire découvrir la gauche aux gens. On n'y trouve pas seulement des anarchistes, mais aussi des socialistes et des libertaires. Et nous soutenons également un mouvement pour une Palestine libre, qui fait partie de la campagne BDS. Des Palestinien·nes participent au mouvement, mais de l'extérieur pour ne

pas prendre de risques. La pression ne vient pas tant de l'État que de la pression sioniste. Une ONG sioniste juive en Lettonie dépense des centaines de milliers d'euros, qui viennent majoritairement de l'ambassade d'Israël à Riga. Cette ONG a été créée en réaction à notre mouvement, que nous avons commencé à organiser quelques semaines après le 7 octobre.

Vous avez organisé des manifestations ?

On a donc essayé. La première manifestation a été interdite. Ensuite, on est allés au tribunal pour entrave à la liberté d'expression et on a gagné le procès. On continue à manifester mais les manifestations ne rassemblent pas beaucoup de monde. Environ deux cents personnes, c'est une manifestation réussie en Lettonie. On n'a pas de culture de la manifestation. Mais nous organisons tout de même de temps à autre des manifestations pour défendre des revendications plus spécifiques, comme par exemple pour que la Lettonie se retire de l'accord d'association économique entre l'UE et Israël.

Comment vois-tu l'année prochaine ?

Ça dépendra du gouvernement que nous aurons. Si les sondages d'opinion sont exacts, alors nous aurons un gouvernement bien plus à droite que celui que nous avons actuellement. La première chose qui va se passer, c'est que la Lettonie se retirera de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Elle inclut aussi une définition du genre. Si un gouvernement réactionnaire est élu, il en retirera la Lettonie sous prétexte que tous les Letton·es vont devenir trans.

On subira aussi beaucoup plus de mesures de répression et de contrôles. Nos salaires seront affectés aussi car la droite veut réduire les majorations. Notamment la majoration de 100 % pour les jours fériés et les heures supplémentaires, qu'elle veut ramener à 50 %. Il est donc probable que la lutte s'intensifie. Beaucoup de nos camarades vont en souffrir, mais je pense que ça va aussi rallier davantage de jeunes progressistes ou de gauche à notre cause.

> *« Ce qu'il nous faut, c'est parler des privatisations et de l'austérité. »*

La Lettonie est l'un des pays où la population diminue le plus rapidement, mais les immigré·es sont quand même attaqué·es ! On n'a pas de mouvement syndical donc, s'il y a quelque chose qui ne nous plaît pas sur notre lieu de travail, on ne réclame pas de meilleures conditions, on ne réclame pas d'augmentation de salaire, on part, tout simplement. On ne quitte pas seulement notre lieu de travail, on quitte le pays. On va en Europe, surtout en Allemagne. Mais pas en Russie – il n'y a que les pro-russes qui y vont : tout le monde sait que la situation y est encore pire qu'en Lettonie. On ne va en Russie que si on est très réprimé par les services de sécurité lettons et qu'on accepte de passer du côté pro-Kremlin.

Je pense que la gauche ne pourra pas prospérer dans un contexte de guerre. Tant qu'il y aura la guerre en Ukraine, la gauche aura du mal à se mobiliser. La majorité de la classe ouvrière n'aura tout simplement ni le temps ni l'envie de s'informer sur le socialisme. Les gens sont trop occupés à s'inquiéter de la sécurité nationale. Ils ne se rendent pas compte que bon nombre de leurs problèmes sont créés par l'environnement socio-économique dans lequel ils vivent. Mais l'exemple des combattants anarchistes en Ukraine a permis aux anarchistes de se mobiliser et d'essayer de s'implanter, au moins en Lettonie.

Nous allons continuer à travailler à renforcer la prise de conscience de la classe ouvrière. Ce qu'il nous faut, c'est parler des privatisations et de l'austérité. Il faut qu'on en parle parce que, en ce moment, notre collectif est très concentré sur d'autres choses. Il y a tellement de sujets à aborder, tellement de thèmes différents, mais nous n'avons que peu de mains et peu de cerveaux. La majeure partie de la gauche est aujourd'hui très concentrée sur les questions de genre et des droits des LGBT. Mais, les gens de gauche doivent aussi réfléchir à leur propre situation économique.

Qu'en est-il de la guerre et du réarmement ?

Les gens s'inquiètent de la guerre. Personne ne veut la guerre, surtout pas contre la Russie, qui a des tendances génocidaires. C'est un miracle que la Lettonie existe encore après deux guerres mondiales et les déportations. On ne survivra pas à une Troisième Guerre mondiale, surtout à une guerre nucléaire.

En Lettonie aussi, on relance un peu l'industrialisation, pour produire des drones et de la technologie anti-drones. On produit aussi une sorte de véhicule forestier, des scooters militaires et des quads, pour les marécages et les forêts. Il y a aussi des contrats avec Israël. Il est difficile d'intervenir sur cette question parce que, si on s'oppose à la militarisation de la Lettonie, on est automatiquement perçu comme pro-russe. C'est un sujet sensible.

Le 24 juillet 2026



Forum social mondial: la faillite de l'ONGisation

Début août s'est tenu au Bénin le 17e Forum social mondial. S'il reste un lieu de débats difficilement remplaçable, cette session a été un échec en termes numériques et politiques.

Par
Antoine Larrache

Depuis 2001 et sa session de Porto Alegre, les forums sociaux ont réuni, en moyenne tous les deux ans, des dizaines de milliers de personnes, venues du monde entier et de sphères militantes variées, pour débattre. Les dernières éditions n'ont hélas rassemblé que quelques milliers de personnes – exception faite du Népal en 2024 – et ont été largement centrées autour du pays organisateur, les autres continents étant peu représentés. De plus, on observe une modification de la nature des organisations participantes, avec un recul de l'investissement des syndicats et des partis (qui n'ont formellement jamais été intégrés aux forums sociaux), et une place relative de plus en plus importante pour les organisations non gouvernementales.

L'interdiction du Forum

Cette session a été touchée par la pression du gouvernement du Bénin, qui a décidé d'interdire le FSM. Il est difficile de savoir s'il a agi de sa propre initiative, notamment dans le contexte des élections qui ont eu lieu en avril dernier, ou sous pression de forces impérialistes. Leurs intérêts convergent d'ailleurs, Romuald Wadagni, le nouveau président du Bénin investi le 24 mai 2026, a succédé à Patrice Talon, dont il avait été ministre de l'Économie et des Finances depuis 2016 et qui est devenu président du Sénat le jour même où le Forum au pu s'ouvrir… Leurs liens avec les institutions financières internationales, la France, les États-Unis et Israël sont de notoriété publique.

Toujours est-il que, quelques jours avant l'ouverture, le gouvernement a fait savoir que le Forum n'était pas autorisé. On ne savait pas alors s'il serait interdit *manu militari* ou toléré mais la veille, une inter-



Le premier jour, une militante des Philippines encourage les volontaires. © Inprecor

«Il faut que le FSM retrouve sa combativité»

Je repars de ce Forum social mondial avec un sentiment mitigé. D'un côté, nous avons eu des débats utiles – notamment sur l'hégémonie capitaliste dans notre région et sur la manière dont elle se marie avec l'autoritarisme local, comme c'est le cas avec la Tunisie, qui a passé des accords sur les migrations avec l'Italie et l'Union européenne. Ces échanges ont permis de renforcer des solidarités et de nouer des contacts précieux avec d'autres camarades.

Mais, franchement, le FSM a cette fois perdu de sa dimension militante. J'ai remarqué la présence de délégations entières construites par des États autoritaires (comme la délégation algérienne), et ça a aseptisé certains débats. L'organisation n'a pas été brillante: des activités de «bien-être» qui n'avaient pas leur place dans un forum militant, des programmations bancales et une mauvaise gestion de la crise avec le gouvernement béninois. De ce point de vue, ça a été un vrai fiasco.

Un autre point m'a choqué: certaines dynamiques importantes ont été mises de côté par les organisateur·rices. La question des migrations, par exemple, n'a pas eu la visibilité qu'elle mérite alors que c'est un sujet crucial pour nos luttes.

Pour résumer, mes objectifs ont été partiellement atteints: nous avons réussi à susciter des débats importants et à faire des rencontres utiles, mais il faut que le FSM retrouve sa combativité. Je pense aussi qu'il faudra tenir le FSM à l'écart des influences autoritaires et impérialistes.



Brahim Ben Taleb
Militant tunisien.

diction plus formelle a été prononcée: l'université, où le Forum devait se dérouler, semblait fermée, plusieurs militant·es ont été expulsé·es et les caravanes ouest-africaines (1), qui a rassemblé près de 500 personnes venues en autocar, a été refoulée à la frontière avec le Togo. Dans un premier temps, elle a été autorisée à passer la frontière puis la police l'a forcée à faire demi-tour. La manifestation d'ouverture a également été interdite.

Une assemblée des volontaires s'est tenue le 4 août en fin d'après-midi, et l'ambiance était morose, malgré les efforts des militant·es pour animer la session. Le Conseil international était quasi absent ce jour-là, empêtré dans les négociations avec le pouvoir. Le CI n'a en effet créé aucun rapport de forces avec le pouvoir, se contentant de négocier, espérant sans doute que sa docilité convaincrait les autorités de laisser faire. La mobilisation pour le FSM avait déjà été très limitée et aucune campagne militante internationale n'a été menée pour exercer une pression sur le pouvoir et dénoncer ces agissements. En particulier, aucune stratégie n'a été mise en place pour protester ouvertement, avec les organisations béninoises, contre l'interdiction de la manifestation.

Le 5 août, par crainte d'expulsions et de la fermeture du campus, les débats se sont tenus de façon semi-clandestine et auto-organisée. Un groupe WhatsApp a regroupé des dizaines de militant·es, signalant la tenue de débats dans des salles de conférence d'hôtels ou dans des bars. Ainsi, le CADTM (2) a tenu son programme, dans la continuité de sa propre assemblée mondiale tenue les jours précédents. Le silence du Conseil international a provoqué, en ricochet, une tentative de réagir par en bas. En fin d'après-midi, il a été annoncé que finalement le Forum pourrait se tenir à partir du lendemain, 6 août.

Un forum désorganisé et très modéré

À partir de là, le Forum a pu se tenir dans des conditions quasi normales, mais avec des limites criantes, ne serait-ce que par l'affluence réduite à environ 3 000 personnes.

Il a donné lieu, comme tous les forums sociaux, à des rencontres difficilement remplaçables: des militant·es d'horizons totalement différents, des syndicalistes, des militant·es d'associations, des organisations paysannes, des personnes venues individuellement ont pu échanger de façon informelle dans les cafétérias, dans les «soirées festives de réseautage intergénérationnel» et dans certains débats. On a ainsi pu croiser des syndicalistes de la CFDT, du Bénin, du Mali, des membres du Parti communiste du Bénin, du CRID, d'associations d'Amérique du Sud, du Canada, etc.

Mais l'interdiction a provoqué un grand désordre: une partie des débats s'étaient tenus la veille de façon alternative, ce qui a conduit à des questionnements sur la nécessité de tenir de nouveau les mêmes débats.

L'espace dans lequel se tenait le forum – l'immense université d'Abomey-Calavi, dans le nord-ouest de l'agglomération, la bourse du travail dans le centre de Cotonou et quelques autres salles et bars – était disproportionné par rapport



Différents exemples de la place des ONG et des représentants d'États autoritaires au FSM. Images issues du groupe WhatsApp constitué le premier jour.



Au café Bamboo Numerik, on apprend que le FSM est finalement autorisé. © Inprecor

1) Lire le récit d'Attac «FSM 2026: les caravanes ouest-africaines», 17 août 2026 et plus globalement le carnet de bord de la délégation d'Attac.
2) Comité pour l'abolition des dettes illégitimes. Ce comité regroupe de nombreuses organisations, sur tous les continents, militant sur la question de la dette et sur d'autres thématiques revendicatives, sociales et anti-impérialistes.

au nombre de personnes présentes. Cela a fortement restreint les possibilités de rencontres, la tendance étant que chaque organisation participe aux débats qu'elle assurait sans s'impliquer dans d'autres initiatives.

Le forum d'ouverture a pu se tenir dans le grand «amphithéâtre Idriss Déby» (plusieurs salles de l'université portent le nom de dirigeants africains dont le pays a contribué financièrement à la construction…). Mais, comme la plupart des grandes sessions, il était dominé par un état d'esprit ONGiste: de grandes déclarations d'intention sur la nécessité du développement, le refus de la guerre, les droits humains, sans que les moyens nécessaires pour affronter l'impérialisme et les régimes dictatoriaux soient évoqués.

Comme au moment de l'interdiction, on a assisté à une sorte de méthode Coué, l'espoir que les choses se résolvent d'elles-mêmes sans rapport de forces. Un exemple criant a été la délégation de l'Algérie, composée de plusieurs dizaines de personnes et organisée par le pouvoir, qui ont organisé une petite manifestation dans l'université revendiquant des droits pour le Sahara occidental, présentant des drapeaux de la Palestine, portant des t-shirts «Algérie: another world is possible» et lançant le slogan «One two three, viva l'Algérie». Cette action est symptomatique du lobbying exercé par certains régimes auprès des organisations participant au FSM. Sans parler des associations qui sont en réalité des entreprises visant à vendre des semences ou des vêtements artisanaux, avec une substance militante et revendicative très réduite.

Les grands absents sont les organisations et les militant·es béninois·es. Quelques organisations ont été partie prenante mais cela ne semble pas avoir été le cas de la majorité et, en tout cas, l'immense majorité de la population et des étudiant·es du campus n'était pas au courant de l'événement. Nous avons pu rencontrer un membre du Parti communiste qui nous a assuré que seules quelques organisations très institutionnelles avaient été associées, comme la centrale syndicale proche du pouvoir, et que, globalement, les organisations militantes n'avaient été ni associées ni consultées.

Du côté de la IVe Internationale, nous étions une dizaine, venu·es de Belgique, de France, du Mali, du Maroc, de Suisse, du Pakistan et impliqué·es dans différentes délégations, en particulier celle du CADTM, qui a tenu un programme très complet concernant son terrain de prédilection, la dette, mais aussi les puissances impérialistes de l'ouest comme de l'orient, des débats sur la nature des régimes du Sahel, les mobilisations de la génération Z, etc. (3)

Le FSM a fait face à une volonté d'empêcher l'expression libre

Le Forum social mondial s'est tenu à Cotonou. Il a été un lieu de rencontre entre militant·es de différents peuples qui pensent qu'un autre monde est possible. Mais il y a eu des désagréments qui ont énormément perturbé son déroulement. Et cela est lié à la volonté de notre gouvernement de ne pas l'autoriser à temps et de ne pas apporter un soutien logistique à la rencontre. On a refoulé les caravanes ouest-africaines et des militant·es.

Cela ne me convient pas, en mon nom propre et au nom de mon parti. Le Parti communiste du Bénin a fustigé cette situation parce qu'elle montre la volonté de notre pays d'empêcher l'expression libre, de museler les peuples et de participer, comme cela se passe un peu partout dans le monde, à l'austérité imposée aux peuples.

Je veux cependant féliciter les organisations politiques, les organisations syndicales, les ONG qui ont quand même effectué le déplacement et grâce auxquelles une partie du forum s'est tenue. Cela a permis une rencontre entre les peuples, et les contacts vont se poursuivre après le forum.



Kouami Norbert Kouto
Parti communiste du Bénin.

Quelles perspectives ?

La prochaine édition du FSM devrait se dérouler en Amérique latine, bien que la décision n'ait pas encore été prise. À l'occasion de cette édition difficile, il faut rappeler l'importance des forums sociaux. En effet, il n'existe pas de cadre comparable, capable de rassembler des dizaines de milliers de personnes pour débattre pendant plusieurs jours. Certaines éditions, en particulier les premières, ainsi que les forums sociaux continentaux, ont permis d'accompagner la construction du mouvement altermondialiste, du mouvement féministe et du mouvement anti-guerre.

Dans la période précédente, le recul des luttes internationales et internationalistes empêchait certainement la construction de cadres de coordination et a contribué à la mainmise des ONG les moins radicales sur les forums sociaux. Mais le renouveau des luttes internationales, avec le mouvement pour Gaza,



Une des plénières. © Inprecor

3) Lire l'article du bilan du CADTM: «Bilan du Forum social mondial à Cotonou (Bénin)», 12 août 2026, par Éric Toussaint, Sushovan Dhar, Solange Koné, Omar Aziki, Fernanda Gadea, Veronica Carrillo Ortega et Gabriella Lima.

#metoo, les luttes pour le climat, ou la construction de la Conférence antifasciste de Porto Alegre, montrent qu'il est possible de construire des actions internationalistes qui soient liées aux luttes de terrain et distantes des appareils d'État.

Différentes organisations appellent à un renouveau des forums sociaux, qui doit passer par une indépendance par rapport aux États, la sollicitation des organisations du mouvement ouvrier – en particulier dans le pays d'accueil – et la construction à la base. Cela signifie chercher des financements par en bas, se faire centralement l'écho des grandes mobilisations, encourager les luttes dans le pays organisateur, etc. Comme dans tout mouvement social, la plus grande transparence, de la base au sommet, est un outil pour favoriser l'auto-activité et la participation la plus large.



Lors du débat «Construire un front syndical, social et politique contre l'austérité et le militarisme». © Inprecor

Reconstruire un cadre altermondialiste et révolutionnaire !

Militante à Attac France, je suis fortement engagée dans l'espace de travail « Enjeux et mobilisations internationales ».

Mes impressions sur le Forum social mondial sont celles d'une militante, d'une femme afrodescendante caribéenne mélangée qui a grandi en Hexagone, engagée dans les luttes décoloniales, antiracistes, féministes et altermondialistes.

Le Forum social mondial s'inscrit dans une logique profondément altermondialiste. C'était donc un moment très attendu, notamment parce qu'il revenait en Afrique. C'est également pour cette raison que je suis venue avec mon fils. Je souhaitais renouer avec une histoire familiale et d'aïeux qui ont été déportés et réduits en esclavage en Martinique.

Je crois aussi à l'importance de partir en délégation dans d'autres pays, de se déplacer réellement, dans tous les sens du terme, de sortir des lieux feutrés et des espaces qui nous tiennent à distance du quotidien, de manger local, de parcourir les villes et les quartiers, d'observer, d'écouter, de découvrir d'autres rythmes et d'autres temporalités.

Cette immersion, même nécessairement partielle, permet de mieux comprendre les réalités vécues par les populations, mais aussi de briser les clichés et les stéréotypes que nous pouvons toutes et tous porter, parfois sans même en avoir conscience.

Une mobilisation difficile à construire en France

En France, malgré tout le travail réalisé par Attac pour faire connaître le Forum, nous avons rencontré de grandes difficultés à créer une véritable mobilisation. Nous avons notamment cherché à mobiliser les diasporas.

Plusieurs obstacles ont cependant été identifiés. Le premier était évidemment financier. Nous avons néanmoins réussi à associer deux syndicats aux rencontres européennes : la CFDT et la FSU. La CFDT s'est ensuite investie dans le Forum, notamment en organisant, avec ITUC-Africa, des ateliers syndicaux de lutte, de réflexion et de mise en commun.

De nombreuses organisations revendiquent la solidarité internationale et la pratiquent réellement dans leurs actions. Pourtant, nous ne sommes pas parvenu·es à susciter une dynamique particulière autour de ce Forum social mondial.

L'altermondialisme n'est pas mort

Nous constatons aussi une forme de dénigrement du Forum. On nous dit parfois qu'il ne sert plus à rien ou que l'altermondialisme est mort. Mais c'est faux : les luttes issues du mouvement ouvrier et de la lutte des classes, les combats contre le colonialisme et toutes les formes d'atrocités commises envers les peuples, les luttes antiracistes, féministes et antifascistes, les combats pour les droits des enfants, pour des conditions de vie dignes et pour la protection de la Terre, de la nature et de l'ensemble du vivant existent partout dans le monde, toutes ces luttes sont menées dans de très nombreux pays, par des collectifs, des mouvements populaires, des syndicats et des associations.

Ce qui semble manquer aujourd'hui, ce ne sont pas les luttes, mais leur articulation dans un espace politique commun, capable de produire des stratégies et de peser sur les rapports de force mondiaux.

Peut-être a-t-il manqué, au cours des deux années de préparation du Forum, un travail plus important pour le faire connaître et préparer les différentes délégations.

Il n'existe plus aujourd'hui de Forum social européen. Cette absence a certainement pesé. J'ai vu, à l'inverse, des réseaux constitués autour du Forum social Maghreb-Mashrek, du Forum social Palestine ou encore des peuples d'Abya Yala. Des délégations venues d'Amérique du Sud, du Brésil et des Caraïbes se sont retrouvées et ont travaillé ensemble. Elles sont arrivées avec des délégations relativement nombreuses et une forme de cohérence politique.

Un bilan en demi-teinte, mais des rencontres précieuses

J'ai pu découvrir de nouvelles personnes, revoir des camarades que je n'avais pas vu·es depuis longtemps et partager avec elles et eux des moments importants.

De leur côté, les organisations du mouvement ouvrier devraient se préoccuper de leur faible participation, qui contribue à ce que les luttes revendicatives perdent de leur influence dans le FSM. Tout cela n'est pas une fatalité, le FSM peut






Débat sur les luttes des femmes en Afrique. © Inprecor

Au Bénin, j'ai également été frappée par la coexistence de deux mondes. Sur la route de Ouidah, j'ai vu un golf de 18 trous, flambant neuf. Dans le même temps, nous avons vu l'état vétuste de l'université, les difficultés d'accès aux soins, les problèmes de logement et l'ensemble des besoins fondamentaux qui ne sont pas satisfaits. Une modernisation à marche forcée est imposée au détriment de la santé, de l'éducation, des services publics et des systèmes hospitaliers. Des équipements prestigieux sont construits alors qu'ils ne répondent pas aux besoins réels des populations. Deux mondes coexistent sur un même territoire : celui des classes dominantes, des investisseurs et du tourisme international, et celui des populations auxquelles les droits fondamentaux continuent d'être refusés.

Au Bénin, j'ai découvert une très grande richesse artistique. Les artistes, leurs créations et les ateliers pédagogiques qu'ils et elles proposent auraient pu occuper une place beaucoup plus importante au sein du Forum.

Une autre question me paraît essentielle : celle d'un monde post-capitaliste, mais aussi celle des post-monnaies.

Toutes les monnaies n'ont pas la même valeur et ne donnent pas aux peuples la même capacité d'agir. La question du franc CFA demeure centrale : plusieurs pays africains ne disposent toujours pas d'une pleine souveraineté monétaire. Il n'est plus acceptable que la monnaie utilisée par des pays africains continue de dépendre de décisions prises en France, dans le prolongement de rapports coloniaux toujours puissants.

Nous devons construire de véritables alternatives et aller plus loin en assumant une perspective réellement post-capitaliste.

Réinvestir politiquement le FSM

Nous devons redonner au FSM une véritable ambition politique et y construire des alternatives altermondialistes, révolutionnaires et de rupture. Le Forum social mondial doit redevenir le Forum des peuples.

Il doit rester un espace pluraliste, sans que cela signifie l'effacement de toute orientation politique. Il doit permettre l'implication de toutes et tous dans les choix méthodologiques et politiques. Il faut véritablement « faire monde », puisque l'altermondialisme porte précisément l'idée que d'autres mondes sont possibles.

Les activités et les ateliers autogérés sont extrêmement riches. Mais nous devons aussi nous demander s'ils ne finissent pas parfois par nous fractionner davantage.

Enfin, il semble central d'avoir la possibilité de faire émerger une déclaration politique et des orientations communes.

Nous devons retrouver la capacité d'élaborer des stratégies politiques dynamiques, constructives et porteuses de perspectives. Nous devons reconstruire notre capacité collective à peser. ”



Jane-Léonie Bellay
Militante à Attac France, elle s'exprime ici en son nom personnel.

redevenir un espace de coordination des mobilisations, mais cela nécessite des changements importants dans ses objectifs et son fonctionnement. Comme l'affirment les mouvements sociaux d'Amérique latine dans une déclaration: *«Le Forum Social Mondial est né en affirmant qu'un autre monde est possible. Aujourd'hui, face à la conjoncture que nous affrontons, nous sommes appelés à affirmer quelque chose de plus: un autre Forum Social Mondial est nécessaire»* (4).

Le 20 août 2026



Un des nombreux débats organisés par le CADTM. © Inprecor

4) «Lettre politique des mouvements sociaux d'Amérique latine au CI du Forum Social Mondial», le 5 août 2026.

C'est par la politique que le monde change

Le FSM des peuples s'est finalement tenu. Les participant·es ont été résistant·es parce qu'il y a eu une tentative d'interdiction qui a suscité beaucoup de va-et-vient et qui a conduit à la déprogrammation de beaucoup d'activités. Mais les gens ont tenu à être présents et à ce que le forum ait lieu. On doit saluer cette résistance, même si je pense qu'on pouvait aller au-delà: si vraiment les mouvements étaient bien coordonnés sur le plan local et international, je pense que les autorités n'auraient pas pu agir ainsi, à la dernière minute. Une rencontre qui est préparée depuis plusieurs années ne peut pas être annulée la veille.

Cet espace nous a permis de découvrir beaucoup de militant·es engagé·es, ainsi que des organisations sur lesquelles on peut compter pour la mutualisation du combat, la coordination des luttes dans un proche avenir.

Les limites des panels

Dans ce FSM, on voit que les gens sont trop collés à leur situation nationale et ne cherchent pas à découvrir ce qui se passe ailleurs. Par exemple, dans le panel animé par les camarades de Palestine, la salle était très homogène: il n'y avait pratiquement que des Asiatiques et des Européen·nes, je n'ai pas vu de participation de l'Afrique subsaharienne. Le FSM doit être un espace où on vit concrètement une mutualisation des combats et des luttes, et pas seulement un lieu où chacun·e vient exposer sa situation, sans s'intéresser à ce qui se passe ailleurs. Il faut travailler pour coordonner les luttes. L'internationalisme doit vraiment être pris en compte partout.

De plus, surtout sur l'Afrique, j'ai remarqué que la majorité des panélistes n'ont pas donné de vue d'ensemble sur les thématiques auxquelles nos peuples sont confrontés et que beaucoup de panélistes se faisaient aussi les avocats des pouvoirs de leurs pays respectifs: les critiques étaient uniquement formulées vis-à-vis de l'extérieur, notamment de l'Occident. À mon avis l'Occident n'est pas une idéologie politique, on fait face à un système. Cela favorise le capitalisme local qui est en complicité permanente avec celui de l'extérieur, auquel on fait porter le chapeau.

Renforcer notre vision politique du monde

Dans les débats, les gens ne prennent pas assez de temps pour parler politique, ils sont dans le constat. Beaucoup parlent comme des humanitaires, et les cris du cœur sont adressés aux ONG. Ça n'est pas faux, mais ça ne résout pas les problèmes en profondeur. Il faut faire face au capitalisme et au néolibéralisme, qui créent la famine et l'injustice sociale. S'il y a quelque chose à dénoncer, c'est bien cette idéologie et cet ordre politique, qui sont dirigés par des Africains en Afrique, par des Européens en Europe.

Il faut que les Africain·es regardent leurs propres pouvoirs d'État. Par exemple, quand on regarde les débats autour du Sahel, les gens saluent les dirigeants qui tiennent de grands discours mais ne dénoncent pas le capitalisme et le libéralisme. Ce sont des manipulations diplomatiques, qui ne doivent pas nous faire oublier nos lignes de combat pour un autre monde plus juste et solidaire. Nous devons comprendre que le même mal existe partout en Afrique, en Europe, en Océanie, en Amérique. Les peuples souffrent des mêmes maux, qui sont les conséquences de la gestion capitaliste.

Nous sommes condamné·es à coordonner nos luttes dans le cadre de l'internationalisme pour pouvoir aller vers le nouveau monde dont nous rêvons tou·tes. C'est le slogan du FSM: un autre monde est possible. Ce ne sont pas seulement les humanitaires qui vont changer le monde, c'est par la politique que le monde change, donc par les débats politiques. On peut commenter les actes, mais en lien avec les lignes politiques. Sans cela, on en restera à accuser les autres mais les problèmes continueront. Vivement un internationalisme de combat et la coordination des luttes.



Daouda Kane
Militant du Réseau associatif de réflexion pour les initiatives de développement durable (RARIDEV-Mali)

Suite de la page 36...

corps de Guevara ! Il a dû défiler devant tous les guérilleros faits prisonniers, dont Ciro Bustos: heureusement ils ont nié toute ressemblance entre le militant pakistanais et le guérillero cubain, et Tariq fut relâché. De retour à Londres, il reçut en octobre la nouvelle de la mort du Che, qui le fit pleurer de chagrin et de colère.

Au début de l'année 1968, Tariq Ali se pose la question d'adhérer à une organisation politique. Assez vite, son choix se porte sur la IVe Internationale, dont les dirigeants – Ernest Mandel, Pierre Frank, Livio Maitan – étaient, à ses yeux, *«remarquablement ouverts, inventifs, assez peu dogmatiques et non dépourvus d'un certain sens de l'humour»*. C'est à ce moment qu'il entreprend la lecture de l'Histoire de la révolution russe de Léon Trotsky, *«le récit le plus captivant que j'aie jamais lu sur quelque révolution que ce soit»*. Il s'adresse donc à Pat Jordan, dirigeant de la section anglaise de la IVe Internationale, l'International Marxist Group, qui lui avoue lors d'un déjeuner amical qu'ils n'avaient pas plus de 40 membres… Qu'à cela ne tienne, Tariq Ali décide d'adhérer, *«et nous trinquâmes à l'avenir de l'Internationale»* (1).

Avec le Vietnam Solidarity Campaign, il participe à l'organisation de la gigantesque mobilisation à Londres, en octobre 1968, contre la guerre du Vietnam et le soutien du gouvernement «travailliste» anglais (Harold Wilson) à l'impérialisme étatsunien (2). Ce fut, regrette-t-il, le dernier grand rassemblement unitaire des forces révolutionnaires en Angleterre. La période ouverte en 1967 allait bientôt s'achever, et après la défaite du mouvement révolutionnaire au Portugal (1974-75) allait commencer un retour du bâton avec les gouvernements de R. Reagan aux États-Unis et M. Thatcher en Grande-Bretagne.

En désaccord avec le «tournant ouvrier» de la IVe Internationale (3) et effaré par les querelles de factions dans l'IMG, Tariq Ali quitte en 1981 l'Internationale et sa section anglaise pour adhérer… au Parti travailliste ! Certes, il voulait soutenir l'aile gauche dirigée par Tony Benn, mais c'était tout de même un tournant à 180 degrés qu'il tente de justifier par son désir de *«ne plus vivre en groupuscule»*. Ernest Mandel et Perry Anderson ont tenté, en vain, de le dissuader. Le moins qu'on puisse dire c'est que le choix fut une impasse: le Labour Party l'a bientôt expulsé de ses rangs.

Au cours des années suivantes, il va jouer un rôle important dans la *New Left Review*, dirigée par ses amis Perry Anderson et Robin Blackburn (anciens membres ou sympathisants de la IVe Internationale). Il va aussi visiter, à plusieurs reprises, le Pakistan,



où ses écrits étaient lus et discutés par un large public. Intéressé par la glasnost impulsée par Gorbatchev – dont il critique la naïveté envers les Occidentaux – il visite l'URSS et publie en 1988 le livre *Revolution from Above: Where is the Soviet Union Going ?* qu'il dédie à Boris Kagarlitsky (brillant intellectuel marxiste russe) et à… Boris Eltsine ! Une monumentale erreur qui, reconnaît-il, *«a fait tiquer nombre de mes camarades et amis»*. Heureusement, peu après il écrira une pièce de théâtre, *Moscow Gold*, qui rectifie la bévue.

À partir des années 1990, Tariq Ali va commencer une carrière de romancier: son *Quintet de l'Islam* a eu beaucoup de succès, mais mon roman préféré est *Berlin-Moscou, la peur des miroirs* (1998), un merveilleux ouvrage dédié à Ignace Reiss, un espion soviétique qui a rompu avec Staline après les Procès de Moscou, et a tenté de se rapprocher de Trotsky; il fut, peu après, assassiné par des agents staliniens.

Malgré son éloignement de la IVe Internationale, Ali a gardé son amitié pour Ernest Mandel, à son avis un des plus novateurs et plus indépendants d'esprit parmi les marxistes de l'après-guerre. Pendant quelque temps, ils ont été séparés par une brouille, parce que dans son roman à clé *Redemption* (1991), Ali l'a présenté – sous le nom d'«Ezra Einstein» – de façon assez ridicule. Mais après une explication franche, leur amitié a été rétablie (4).

Il va se lier aussi avec Edward Saïd, malgré des désaccords avec son livre Orientalisme, avec le brillant marxiste cubain Fernando Martínez et, plus tard, avec Hugo Chavez, à ses yeux un vrai démocrate socialiste, et un véritable géant politique.

Comme Edward Saïd, Tariq Ali croyait que le combat pour la Palestine libre ne pourrait vaincre que par une action de masse impliquant des Arabes et des Juifs. Une vision partagée par le groupe israélien anti-sioniste Matzpen (La Boussole): les dernières lignes de son autobiographie sont dédiées à un des dirigeants de cette organisation, le Palestinien trotskyste Jabra Nicola, décédé à Londres.

On peut ne pas partager tous les choix qu'a faits Tariq Ali au cours de cette vie intense et combative – et surtout son refus récent de soutenir l'Ukraine face à l'invasion russe –, mais on ne peut pas mettre en doute sa fidélité à la cause de l'internationalisme anti-impérialiste.

Le 23 juillet 2026

1) Quelques mois plus tard, habitant l'Angleterre, j'ai moi aussi rencontré Pat Jordan et adhéré à l'IMG.

2) J'ai participé à cette manifestation, elle fut inoubliable !

3) Comme beaucoup d'autres militant·es, y compris moi-même.

4) J'apparais aussi dans ce roman, sous la forme d'un prêtre brésilien de la théologie de la libération, «Father Rossi» (ce nom était mon pseudo à l'époque). Rien de méchant dans ce portrait…

Tariq Ali, *On ne peut pas plaire à tout le monde*

Intellectuel marxiste de réputation internationale, romancier, essayiste, infatigable combattant anti-impérialiste, Tariq Ali est un personnage hors du commun, qui a inspiré *Street Fighting Man* à Mick Jagger et *Power to the People* à John Lennon. Dans ces passionnantes mémoires il retrace sa vie, ses combats, ses rencontres, ses regrets.



On ne peut pas plaire à tout le monde – Mémoires 1943-2024, traduit par Diane Meur, Sabine Wespieser Éditeur, 2026, 528 pages, 29 euros.

Par
Michael Löwy

Né à Lahore en 1943, il est descendant d'une lignée de hauts fonctionnaires associés à l'Empire britannique en Inde. Son grand-père Sikandar Hyat Khan avait été Premier ministre du Pendjab: une photo de 1942 le montre assis à la droite de Winston Churchill… Son père et sa mère, par contre, étaient des militants communistes ! Son père combattit avec les Anglais dans la campagne d'Italie, suivant l'orientation du Parti communiste de l'Inde. Lors du tragique partage de l'Inde en 1947, la famille se trouvera au Pakistan.

En 1961, étudiant à l'Université du Pendjab, à Lahore, le jeune Tariq Ali participe à une manifestation de protestation contre l'assassinat de Patrice Lumumba, vite transformée en révolte contre la dictature du général Ayub Khan. Après d'autres incidents semblables, la famille décide en 1963 d'envoyer Ali étudier en Angleterre, avant que la police s'en mêle.

Inscrit à Oxford, actif dans le Club travailliste, il assiste, en 1964, à une conférence de Malcolm X à l'Oxford Union Society: *«son discours, de l'avis de tous, fut le plus brillant prononcé en ces lieux depuis des décennies»*. Une longue conversation à l'hôtel s'en est suivie; quelques mois plus tard, à New York, il fut assassiné.

À partir de 1965, la guerre des États-Unis contre le Vietnam devient pour Tariq Ali une véritable obsession. Elle lui occupe constamment l'esprit, presque à l'exclusion de tout le reste. Il sent qu'elle est l'équivalent de ce que fut la guerre civile espagnole pour la génération précédente. Une comparaison qui a reçu l'assentiment de Marlon Brando lors d'une surprenante rencontre à Londres. En janvier 1967 la Fondation Bertrand Russell l'envoie au Vietnam pour une enquête sur les crimes de guerre des États-Unis. Après un bref séjour au Cambodge, il arrive à Hanoï, où l'attend un colonel vietnamien qui lui explique patiemment pourquoi les Américains finiront par perdre cette guerre. Au cours d'un voyage vers le Sud, il voit les écoles et les hôpitaux bombardés, et demande un fusil, pour se joindre aux miliciens: demande poliment refusée. Voici la conclusion de ce voyage: *«Je n'oublierai jamais cette visite. J'avais assisté à la résistance la plus épique jamais observée dans les annales sordides de l'impérialisme»*.

De retour à Londres, Tariq Ali s'investit dans la Vietnam Solidarity Campaign, contre la politique pro-américaine du gouvernement «travailliste» de Harold Wilson. L'initiative est partie, raconte-t-il, d'une poignée de trotskystes, qui avaient décidé – comme Ali – de faire de la solidarité avec le Vietnam leur priorité absolue.

Malade, Ali doit garder le lit quelques semaines; une amie lui apporte les trois volumes de la biographie de Léon Trotsky par Isaac Deutscher: *«Cette trilogie était, et reste, le genre de livre qui peut changer une vie. Et sans aucun doute elle changea la mienne»*.

Peu après Tariq Ali est invité à témoigner sur son voyage au Vietnam au Tribunal Russell sur les crimes de guerre des États-Unis, qui siège à Stockholm (avec le soutien du gouvernement suédois). Dans son témoignage, il va insister sur le caractère raciste de la guerre des États-Unis contre les Vietnamiens. Il va croiser, à cette occasion, Isaac Deutscher, Simone de Beauvoir, la Cubaine Melba Hernández et le romancier cubain Alejo Carpentier. Mais ce qui l'impressionna le plus fut le brillant discours de Jean-Paul Sartre, un impitoyable réquisitoire contre la barbarie impérialiste.

De retour à Londres, Ali rencontre son ami Clive Goodwin, qui propose la publication d'un journal de la gauche anti-impérialiste. C'est le poète Christopher Logue qui va proposer le titre: *Black Dwarf* (le Nain Noir), un journal séditieux et anticolonialiste anglais publié entre 1817 et 1824.

Or, à ce moment arrivent les nouvelles de l'arrestation de Régis Debray en Bolivie, accusé de complicité avec la guérilla de Che Guevara. Sartre propose à Russell que sa Fondation pour la Paix envoie une délégation en Bolivie pour veiller à la sécurité de Debray et assister à son procès. La délégation, assez hétéroclite, était composée de Tariq Ali, Ralph Schoenman (le bras droit de Russell), Perry Anderson, Robin Blackburn (tous les deux rédacteurs de la *New Left Review*) et Lothar Menne, un gauchiste allemand. Après un séjour de plusieurs semaines à La Paz et à Camiri (ville où était emprisonné Régis Debray), Tariq Ali est soudainement arrêté par les militaires et emprisonné. *«Dire que j'étais terrifié serait un euphémisme»*… Les militaires avaient décidé qu'il était un des principaux dirigeants de la guérilla, Pombo, le garde du

Suite page 35…